

MANAGEMENT  
**RETROUVEZ**  
LA PASSION



Étude sur l'industrie du cinéma en région et sur les retombées économiques estimées d'un plan d'action concerté en cinéma court et créativité numérique au Saguenay–Lac-Saint-Jean

**Ville de Saguenay**

Rapport final

MANAGEMENT  
**RETROUVEZ**  
LA PASSION

Préparé pour : **Ville de Saguenay**  
295, rue Racine Est, C.P. 8266  
Chicoutimi (Québec) G7H 5B7

À l'attention de : **Madame Caroline Fortin**  
Conseillère aux arts et à la culture

Présenté par : **Les Conseillers Trigone inc.**  
Conseillers en amélioration de la performance  
**Madame Carole Messaoudi**  
Chargée de projet

Date : 10 avril 2014  
Référence : 4781-14-04QCC1

Siège social : 1700, boulevard Talbot, bureau 101, Chicoutimi (Québec) G7H 7Y1  
T 418 693-3300 F 418 693-3326 Ligne sans frais 1 866 931-3300

CANADA (QC) Alma | Montréal | Québec | Saguenay | Salaberry-de-Valleyfield  
CANADA (CB) Kitimat | Vancouver  
FRANCE Grenoble | Marseille | Paris | Saint-Jean-de-Maurienne

## Table des matières

1	Le mandat	6
2	L'objectif du mandat	6
<b>PORTRAIT DE LA SITUATION ACTUELLE</b>		<b>7</b>
3	L'industrie cinématographique et télévisuelle en quelques chiffres	8
3.1	Au Canada	8
3.2	Au Québec	9
4	Le financement de la production cinématographique et télévisuelle au Québec	12
5	Les subventions au démarrage : une illustration	14
5.1	Le court métrage	15
5.2	Le long métrage	17
5.3	L'analyse globale	18
6	Le court métrage et les arts numériques	19
6.1	Le court métrage	19
6.2	Les arts numériques	20
7	L'industrie du cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean	22
7.1	Le Bureau du cinéma de Saguenay	22
7.1.1	La production de films dans la région	22
7.1.2	La création du Bureau du cinéma à Saguenay	24
7.1.3	Le soutien financier	25
7.2	La cartographie de l'industrie dans la région	26
7.2.1	Le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay	29
7.2.2	La bande Sonimage	30
7.2.3	Les arts numériques	30
7.3	La notoriété de la région dans l'industrie du cinéma	32
7.3.1	Les courts métrages et leur force d'attraction	32
7.3.2	Les longs métrages et leur notoriété	33
7.4	Les ressources professionnelles	34
7.5	La formation en cinéma	36
7.6	La professionnalisation de la main-d'œuvre	37
8	Les retombées économiques	39
8.1	Le calcul	39
8.1.1	Le modèle d'analyse retenu	39
8.1.2	Les coefficients multiplicateurs relatifs aux retombées économiques	40
8.1.3	La méthodologie appliquée pour le SLSJ	41
8.1.4	Le calcul des emplois équivalent temps plein directs (ETP directs)	41

8.1.5	L'évaluation des emplois équivalent temps plein directs (ETP directs)	42
8.1.6	L'évaluation des emplois équivalent temps plein indirects (ETP indirects)	43
8.1.7	L'évaluation des emplois équivalent temps plein induits (ETP induits)	43
8.1.8	L'établissement du traitement des emplois ETP	43
8.1.9	Le total des emplois créés et maintenus	43
8.1.10	La contribution au PIB	43
8.2	Les résultats obtenus	45
8.2.1	Les activités de production	45
8.2.2	Les activités de soutien à la production (services spécialisés)	51
8.2.3	Les activités de diffusion	53
8.2.4	Les activités institutionnelles (enseignement)	55
8.2.5	Le sommaire des retombées économiques	57
<b>PROJECTION DES RÉPERCUSSIONS</b>		<b>59</b>
9	L'évaluation de l'impact économique pour la région du Saguenay–Lac-Saint Jean	60
9.1	Le plan d'action concerté	60
9.2	La projection des retombées économiques pour les prochaines années	63
10	Conclusion	66
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>		<b>67</b>
<b>ANNEXE – PERSONNES CONSULTÉES</b>		<b>71</b>

## Table des figures

Figure 1	: Filière cinématographique et télévisuelle québécoise	10
Figure 2	: Financement de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2012-2013	12
Figure 3	: Filière de l'industrie du cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean et ses principaux acteurs	27
Figure 4	: Modèle des retombées économiques de l'industrie cinématographique et télévisuelle	40

## Table des tableaux

Tableau 1	: Productions cinématographiques et télévisuelles, répartition du financement public selon le type de production, Québec, 2012-2013	13
Tableau 2	: Répartition de l'état d'avancement des productions selon le format entre 2010 et 2014	14
Tableau 3	: Répartition des budgets moyens pondérés selon le format	15
Tableau 4	: Répartition des budgets et des subventions selon l'étape de réalisation des courts métrages entre 2010 et 2014	16

Tableau 5 : Répartition des budgets et des subventions selon l'étape de réalisation des longs métrages entre 2010 et 2014 _____	17
Tableau 6 : Sommaire de la répartition des budgets et des subventions selon l'étape de réalisation entre 2010 et 2014 _____	18
Tableau 7 : Durée selon la catégorie _____	19
Tableau 8 : Productions cinématographiques et télévisuelles au SLSJ (2010 à 2014) _____	23
Tableau 9 : Études d'achalandage pour le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay _____	33
Tableau 10 : Distribution selon l'expertise _____	35
Tableau 11 : Établissement du traitement annuel moyen des emplois ETP pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean (2010-2012) _____	43
Tableau 12 : Distribution de l'échantillon des courts métrages en fonction de leur budget _____	45
Tableau 13 : Compilation des coûts de production des 32 courts métrages (échantillons) _____	45
Tableau 14 : Compilations des dépenses, par type de dépenses, des 32 courts métrages tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean (échantillons) _____	46
Tableau 15 : Retombées économiques des courts métrages _____	47
Tableau 16 : Retombées économiques moyennes d'un court métrage _____	48
Tableau 17 : Retombées économiques des cinq longs métrages tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean _____	49
Tableau 18 : Résultats moyens des retombées économiques des cinq longs métrages tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean _____	50
Tableau 19 : Retombées économiques des sept organismes de soutien _____	51
Tableau 20 : Sommaire des retombées économiques des diffuseurs _____	53
Tableau 21 : Sommaire des retombées économiques des maisons d'enseignement _____	55
Tableau 22 : Sommaire des retombées économiques pour le SLSJ (selon les données disponibles) _____	57
Tableau 23 : Retombées économiques totales pour le SLSJ de 2009 à 2014 (selon les données obtenues) _____	58
Tableau 25 : Projection des retombées économiques de 10 courts métrages _____	64

Dans ce document, le genre masculin est utilisé comme générique, dans le seul but de ne pas alourdir le texte.

# I Le mandat

Le mandat consistait à réaliser une étude permettant de bien connaître l'industrie du cinéma en région en termes d'entreprises (nombre, type, activités, rayonnement), d'emplois et de notoriété. Cette étude qui sera déposée lors du prochain sommet économique régional devait permettre par ailleurs de faire des projections sur les retombées économiques du plan d'action.

Plus spécifiquement, le comité souhaitait obtenir des données sur les variables suivantes :

1. Brosser un portrait de la situation actuelle de l'industrie du cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean (SLJS).
2. Évaluer et faire une projection des répercussions de la réalisation du plan d'action concerté, prévu s'échelonner sur une période de cinq années, sur l'industrie du cinéma et des arts numériques en région, en analysant :
  - ▶ les emplois créés ou consolidés;
  - ▶ la notoriété de la région dans l'industrie du cinéma;
  - ▶ la professionnalisation de la main-d'œuvre régionale;
  - ▶ la rétention de la main-d'œuvre en région;
  - ▶ les retombées économiques pour chaque dollar investi.

## 2 L'objectif du mandat

L'objectif était de réaliser une étude permettant de bien connaître l'industrie du cinéma dans la région, afin de s'assurer que les efforts concertés du milieu et l'investissement du comité dans la réalisation du plan d'action portent des fruits et amènent des retombées économiques significatives dans la région. L'étude, par ses constats, analyses et recommandations, devait permettre de consolider la région comme lieu d'excellence en cinéma et arts numériques, particulièrement en production, réalisation et diffusion de courts métrages.



---

PORTRAIT  
DE LA SITUATION ACTUELLE

---

## 3 L'industrie cinématographique et télévisuelle en quelques chiffres

### 3.1 Au Canada

La production cinématographique et télévisuelle au Canada demeure une importante source d'activités économiques puisque l'on estime qu'elle a créé ou maintenu, en 2010-2011, 128 000 emplois équivalents temps plein (ETP) dans tout le pays, soit 50 300 emplois directs plus 77 700 emplois dans d'autres secteurs de l'économie en raison des produits et services que l'industrie se procure et de l'activité engendrée par la réinjection de revenus et de bénéfices dans l'économie canadienne<sup>1</sup>.

Sur le même exercice, les emplois représentaient près de 2,69 milliards de dollars en revenus du travail dans l'industrie et 2,89 milliards de dollars de revenus de travail indirects ou induits<sup>2</sup>, ce qui représente des retombées économiques estimées à 5,58 milliards de dollars en considérant seulement les revenus du travail.

Le produit intérieur brut (PIB) directement attribuable à la production cinématographique et télévisuelle au Canada se chiffrait à 3,07 milliards de dollars alors que la contribution secondaire est estimée à 4,39 milliards de dollars. La production cinématographique et télévisuelle a donc ajouté près de 7,46 milliards de dollars au PIB du pays en 2010-2011.

Au Canada, 85 % des revenus de production se distribuent principalement (2011)<sup>3</sup> entre :

- longs métrages : 11,4 %;
- productions télévisées : 59,8 %;
- publicités : 13,6 %.

En 2011-2012, la production cinématographique et télévisuelle réalisée au Québec correspond à 23 % de l'ensemble des productions alors que la Colombie-Britannique, première province dans le domaine des productions étrangères, enregistre 27 %<sup>4</sup> des productions. Quant à l'Ontario, considérée comme la capitale des producteurs et des diffuseurs, elle compte pour 44 % du total des productions canadiennes.

---

<sup>1</sup> ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PRODUCTION MÉDIATIQUE. *Profil 2011, Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, 15<sup>e</sup> édition, s.l., s.d., page 9.

<sup>2</sup> *Idem*.

<sup>3</sup> MARCEAU, Sylvie. *État des lieux du cinéma et de la télévision au Québec*, Cahier 1 – Flux financiers et organisation industrielle, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, février 2014, tiré du tableau, A1.25, p. 102.

<sup>4</sup> *Op.cit.*, p. 13.



## 3.2 Au Québec

Plus spécifiquement au Québec, l'industrie du cinéma et de la télévision s'avère être un secteur économique d'envergure puisqu'elle compte 35 000 emplois et regroupe plus de 500 entreprises<sup>5</sup>. Ces entreprises interagissent directement dans la structure de production et génèrent un volume d'activités annuel moyen de 1,25 milliard de dollars.

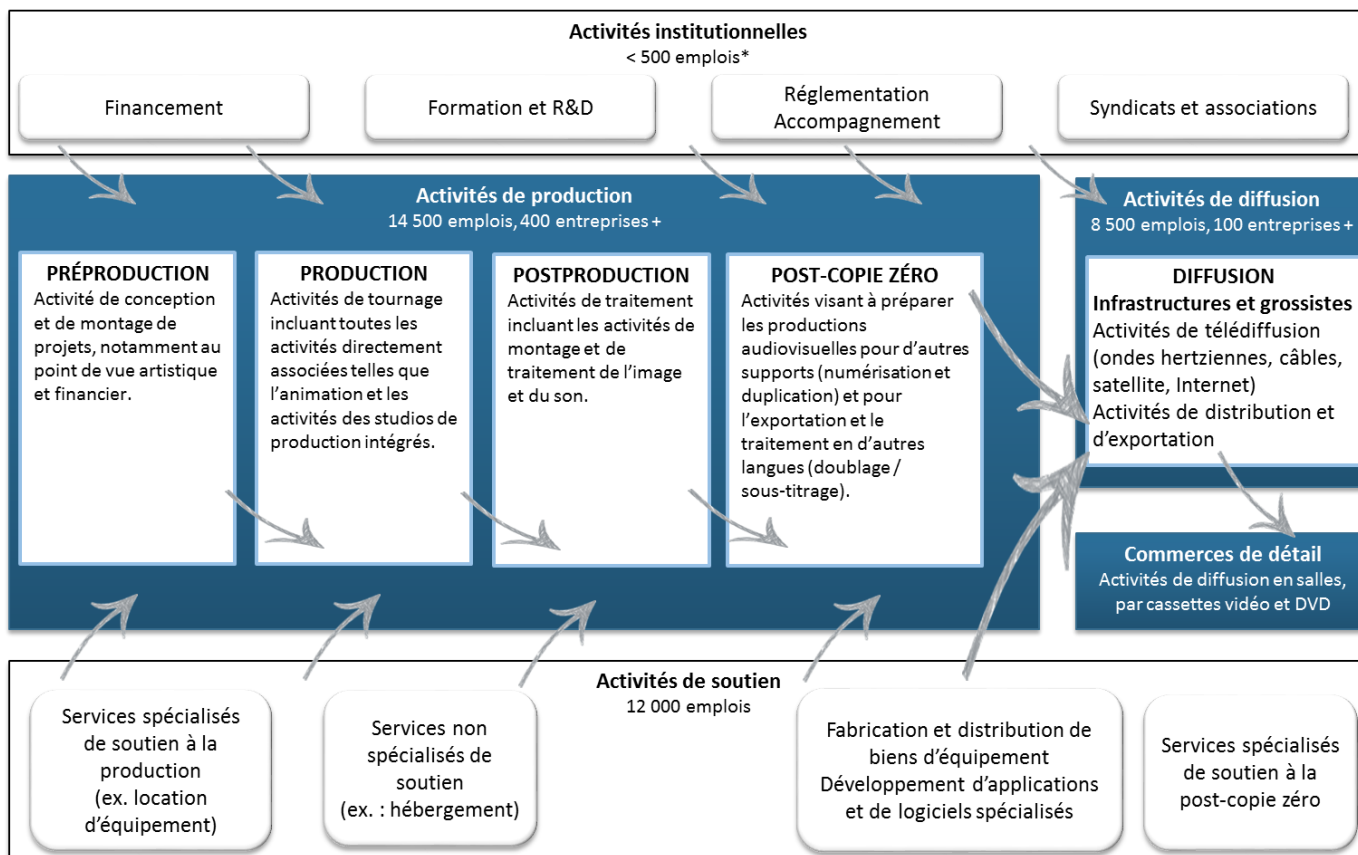
L'industrie fait aussi travailler tout un secteur composé d'établissements et de fournisseurs de services techniques aux producteurs de films, d'émissions de télévision et de publicité au Québec. Ces entreprises offrent des services essentiels à la production cinématographique, tels que des services de postproductions et effets spéciaux, studio de développement et fabrication d'animation, location de matériel cinématographique, service de doublage, fabrication de décors, véhicules de locations. En 2007-2008, les 306<sup>6</sup> établissements qui étaient recensés par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec ont réalisé un chiffre d'affaires de 441 millions de dollars pour un volume de production cinématographique et télévisuelle de 1,2 milliard de dollars. Il faut noter que 87 % des recettes d'exploitation ont été réalisées par des entreprises établies dans la région administrative de Montréal.

L'industrie représente un secteur complexe avec de multiples intervenants comme le présente le schéma de la page suivante illustrant la filière cinématographique et télévisuelle (figure 1).

---

<sup>5</sup> BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC. <http://www.bctq.ca/cluster-portrait-de-la-grappe/>, *Portrait de la grappe*, mars 2015.

<sup>6</sup> MARCEAU, Sylvie. *Profil de l'industrie québécoise des services techniques aux producteurs de films, d'émissions de télévision et de publicité*, Statistiques en bref, n° 64, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, juillet 2010, page 1.



\* Unités d'emploi : équivalents temps plein

**Figure 1 : Filière cinématographique et télévisuelle québécoise**

Source : E&B DATA. *Une filière d'envergure, La production audiovisuelle et les industries connexes dans la région de Montréal et au Québec*, s.l., mars 2004, p. 22.

Dans les dernières années, le cinéma québécois s'est positionné au Québec et à l'international en gagnant de nombreux prix. Si le nombre de cinéastes gagnant en notoriété augmente, le Québec accueille aussi de nombreuses productions étrangères et Montréal, plus particulièrement, s'est bien positionnée dans les dernières années pour accueillir de grosses productions.

Le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec, qui a pour mission de contribuer au développement et à la compétitivité du Québec comme centre de production cinématographique et télévisuelle de calibre international, évalue qu'entre 2006 et 2010 pas moins de 33 productions étrangères<sup>7</sup> ont été tournées au Québec ce qui a, selon l'organisme :

- permis des retombées directes de 764 M \$,
- créé ou maintenus 11 850 emplois;
- généré des revenus nets fiscaux pour le gouvernement du Québec de 44 M \$.

Selon une étude d'E&B Data réalisée pour le compte du BCTQ<sup>8</sup> en 2014, chaque tranche de 10 millions de dollars réalisée au Québec dans le cadre de tournage de productions étrangères crée 155 personnes-année en emplois (ETP) et génère des revenus d'emplois de 5,6 millions de dollars.

C'est donc une industrie d'importance dans notre économie et qui génère des retombées économiques significatives.

---

<sup>7</sup> BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC, MONTRÉAL. *5 ans*, s.l., s.d., page 17.

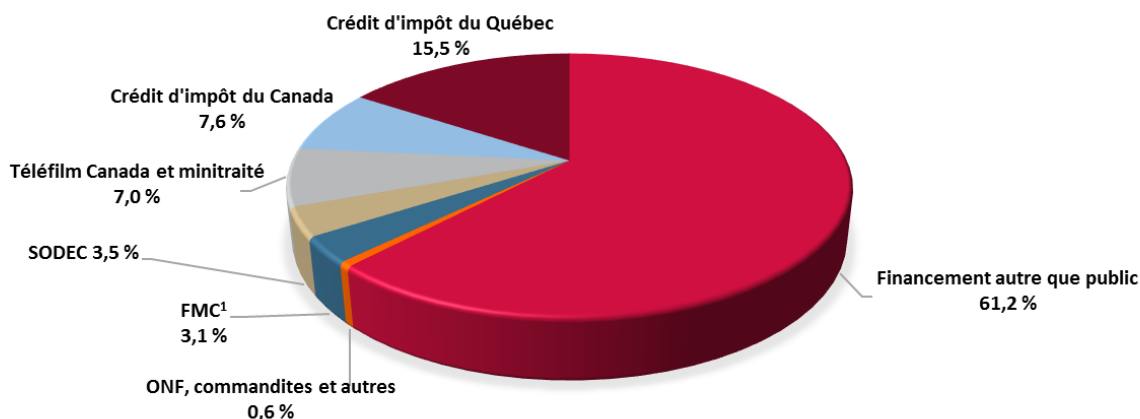
<sup>8</sup> *Idem*.

## 4 Le financement de la production cinématographique et télévisuelle au Québec

L'industrie, comme toute industrie culturelle, a besoin du soutien de l'État comme levier de développement, même si le financement de la production cinématographique et audiovisuelle compte dans une large proportion du financement autre que public (61,2 % en 2012-2013) grâce à des programmes d'entreprises privées telles que Rogers, Fonds Québecor, Astral, le Fonds indépendants de production (FIP) ou le Fonds Shaw-Rocket.

Si les dépenses directes (excluant les dépenses fiscales) de l'administration publique québécoise en matière de culture s'élevaient à 989 millions de dollars en 2012-2013 seulement 4,6 % de ce montant ont été affectés au secteur du cinéma et de l'audiovisuel; ce qui représente 5,67 \$ par habitant. De plus, il faut noter que 80 % des dépenses pour la culture au Québec sont effectuées dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale.

Si près de 40 % du financement de la production provient quand même d'un financement public c'est près de 24 % du total du financement total qui provient des crédits d'impôt du Québec et du Canada.



<sup>1</sup> Le Fonds des médias du Canada est alimenté en partie par les entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) et par le gouvernement fédéral. En 2012-2013, la contribution de ce dernier équivaut à 36,9 % du fonds.

**Figure 2 : Financement de la production cinématographique et télévisuelle, Québec, 2012-2013**

Source : ALLAIRE, Benoit, Claude FORTIER et collab. *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, Édition 2013, Tome 2, Production, financement, diffusion et patrimoine cinématographique*, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, décembre 2013, page 40.

Cependant, le court et moyen métrage de fiction récupère actuellement une faible proportion du financement public avec seulement 0,3 % pour la même année de référence, soit **974 437 \$** sur **286 M\$**.

**Tableau 1 : Productions cinématographiques et télévisuelles, répartition du financement public selon le type de production, Québec, 2012-2013**

CATÉGORIE	\$	%
Longs métrages de fiction	83 569 627 \$	29,2 %
Courts et moyens métrages de fiction	<b>974 437 \$</b>	<b>0,3 %</b>
Documentaires	49 296 908 \$	17,2 %
Productions télévisuelles	148 118 222 \$	51,7 %
Animation	4 304 198 \$	1,5 %
<b>TOTAL</b>	<b>286 263 391 \$</b>	<b>100,0 %</b>

Source : Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

## 5 Les subventions au démarrage : une illustration



### L'EXEMPLE DE LA VILLE DE QUÉBEC

Le Bureau du développement touristique et des grands événements de la Ville de Québec (BDTGE) et ses partenaires, le Secrétariat à la Capitale-Nationale (SCN) et le ministère de la Culture et des Communications (MCC), grâce à son programme de Mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles, ont compilé

certaines informations qui nous paraissent intéressantes comme élément de réflexion.

- La BDTGE soutient financièrement le développement de projets au moyen d'une aide au démarrage.
- Le dernier rapport du BDTGE (25 février 2015) relatif aux mesures d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles accordées de 2010 à 2014 fait état de 59 projets soutenus (presque 12 productions en moyenne par année).

À partir des données fournies par l'organisme, nous avons tenté d'établir quelques ratios. Notre analyse s'appuie sur le postulat de base que les devis de production et les devis de développement représentent les montants dépensés pour la production, selon l'étape de réalisation de ladite production.

**Tableau 2 : Répartition de l'état d'avancement des productions selon le format entre 2010 et 2014**

FORMAT	NB	TERMINÉ	PRODUCTION / POSTPRODUCTION	EN DÉVELOPPEMENT	EN SUSPENS
Court Métrage	7	4	1	1	1
Moyen Métrage	7	1	2	4	
Long métrage	25	2	3	20	
Émission télé	12	2		10	
Série Télé	3		1	2	
Série Web	5	2		2	1
<b>TOTAUX</b>	<b>59</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>39</b>	<b>2</b>
<b>Répartition en pourcentage selon l'avancement</b>	<b>100 %</b>	<b>19 %</b>	<b>12 %</b>	<b>66 %</b>	<b>3 %</b>

Source : Données du BDTGE.

L'impact des subventions versées par le BDTGE, s'il varie d'un format à l'autre, reste significatif, quel que soit le format puisque en moyenne les subventions sont de **19 028 \$** (tableau 3).

De fait, la « mesure d'aide au démarrage de productions cinématographiques et télévisuelles » peut atteindre 75 % des frais admissibles, jusqu'à un maximum de 40 000 \$.

**Tableau 3 : Répartition des budgets moyens pondérés selon le format**

BUDGETS MOYENS				
Format	N <sup>bre</sup>	Devis de production	Devis de développement	Subvention
<b>Court métrage</b>	7	<b>182 647 \$</b>	23 112 \$	<b>12 998 \$</b>
Moyen métrage	7	220 100 \$	31 707 \$	18 411 \$
<b>Long métrage</b>	25	<b>2 730 347 \$</b>	56 832 \$	<b>19 656 \$</b>
Émission télé	12	1 491 922 \$	46 101 \$	20 768 \$
Série Télé	3	3 369 268 \$	53 838 \$	21 819 \$
Série Web	5	326 482 \$	50 482 \$	19 347 \$
<b>BUDGETS MOYENS PONDÉRÉS TOUS FORMATS CONFONDUS</b>	<b>59</b>	<b>1 707 139 \$</b>	<b>46 978 \$</b>	<b>19 028 \$</b>

Source : Données du BDTGE.

Nous remarquons que les subventions versées par le BDTGE pour le développement du projet sont un levier important puisqu'en moyenne une subvention pour un long métrage de **19 656 \$** permet de réaliser une production de **2 730 347 \$**. L'aide initiale permet au producteur de solliciter d'autres sources de financement, confirmant ainsi le caractère stratégique du développement et, du même coup, augmentant la probabilité de réaliser le projet.

## 5.1 Le court métrage

Nous remarquons que pour le court métrage, une subvention moyenne de **12 998 \$** a permis de générer en moyenne des productions de **182 647 \$** (tableau 3). Le ratio a moins d'ampleur que pour les longs métrages, cependant cela permet de réaliser des courts métrages d'une valeur significative. À titre d'exemple, lors de notre collecte des données auprès des cinéastes de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, la majorité nous a affirmé que les courts métrages tournés sans financement leur coustaient généralement entre 2 000 \$ à 3 000 \$, sans compter le temps du cinéaste.

Les données statistiques du BDTGE permettent toutefois d'affiner l'analyse du rapport entre les subventions versées et les budgets réellement dépensés sur la période de 2010 à 2014.

**Tableau 4 : Répartition des budgets et des subventions selon l'étape de réalisation des courts métrages entre 2010 et 2014**

	TOTAL DES BUDGETS COURTS MÉTRAGES		
	Devis de production	Devis de développement	Subvention
Terminé	529 478,00 \$	57 505,00 \$	39 484,00 \$
Production / postproduction	113 264,00 \$	21 575,00 \$	15 000,00 \$
En développement	635 785,00 \$	59 066,00 \$	23 000,00 \$
En suspens		23 640,60 \$	13 500,00 \$
<b>TOTAUX</b>	<b>1 278 527,00 \$</b>	<b>161 786,60 \$</b>	<b>90 984,00 \$</b>

Source : Données du BDTGE.

642 742 \$

725 448 \$

82 706 \$

Sur la période de 2010 à 2014, le BDTGE a versé **90 984 \$** en subventions pour aider au développement de courts métrages. À la fin de cette période de référence, considérant les montants réellement dépensés selon l'état d'avancement des projets, ces subventions auraient permis des dépenses, selon les devis indiqués de **725 448 \$**, soit **642 742 \$** pour les productions complétées, en production et en postproduction, et **82 706 \$** pour le développement. En effet, pour les projets en étape de développement ou en suspens, nous n'avons considéré que les montants indiqués à cette étape du projet (devis de développement), alors que pour les projets en production / postproduction ou terminé nous avons considéré le devis de production global qui inclut les sommes consacrées au développement.

Ces données relatives aux retombées directes pour le BDTGE et ses partenaires (SCN et MCC) qui indiquent que, pour chaque dollar investi par l'organisme, **7,97 \$** de dépenses sont effectuées pour la réalisation de courts métrages.



## 5.2 Le long métrage

En ce qui concerne le long métrage, selon les données fournies par le BDTGE et ses partenaires (SCN et MCC) et avec le même mode de calcul, un dollar investi aurait généré 41,92 \$ de dépenses.

Sur la période de 2010 à 2014, le BDTGE a versé **491 403 \$** en subventions pour aider au développement de longs métrages. À la fin de cette période de référence, considérant les montants réellement dépensés selon l'étape de réalisation du projet, ces subventions auraient permis des dépenses de **20 602 301 \$**.

**Tableau 5 : Répartition des budgets et des subventions selon l'étape de réalisation des longs métrages entre 2010 et 2014**

	TOTAL DES BUDGETS LONGS MÉTRAGES		
	Devis de production	Devis de développement	Subvention
Terminé	10 155 401,00 \$	259 990,00 \$	65 000,00 \$
Production / postproduction	9 434 908,00 \$	148 814,00 \$	48 263,00 \$
En développement	48 668 374,00 \$	1 011 992,00 \$	378 140,00 \$
En suspens	-	-	-
<b>TOTAUX</b>	<b>68 258 683,00 \$</b>	<b>1 420 796,00 \$</b>	<b>491 403,00 \$</b>

Source : Données du BDTGE.

**20 602 301 \$**

### 5.3 L'analyse globale

L'analyse globale, tous types de production confondus et selon l'état d'avancement des projets, représente pour les cinq années de référence (2010 à 2014) près de 26 millions de dollars de dépenses effectuées pour un montant de subventions globales de **1 122 667 \$**, soit un coefficient multiplicateur de 23.

**Tableau 6 : Sommaire de la répartition des budgets et des subventions selon l'étape de réalisation entre 2010 et 2014**

	TOTAL DES BUDGETS TOUS TYPES DE PRODUCTIONS CONFONDUS		
	Devis de production	Devis de développement	Subvention
Terminé	13 136 651 \$	505 071 \$	196 234 \$
Production / postproduction	10 923 172 \$	326 797 \$	131 062 \$
En développement	76 661 067 \$	<b>1 862 165 \$</b>	752 871 \$
En suspens	-	77 641 \$	42 500 \$
<b>TOTAUX</b>	100 720 890 \$	2 771 674 \$	<b>1 122 667 \$</b>

Source : Données du BDTGE.

**25 921 988 \$**

Les données sont intéressantes dans la mesure où elles montrent non seulement l'importance de l'effet de levier des subventions versées dès le départ du projet (phase de développement), mais aussi des montants suffisamment significatifs pour agir comme soutien permettant d'aller chercher d'autres sources de financement, ce qui permet la réalisation de productions ayant plus d'envergure.

## 6 Le court métrage et les arts numériques

L'étude sur le cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean met l'accent sur le court métrage et les arts numériques. Cependant, il existe peu de données sur ces deux éléments constitutifs de la filière cinématographique.

### 6.1 Le court métrage

Les films sont traditionnellement catégorisés en court, moyen et long métrage. La durée pour chaque catégorie peut varier d'un pays à l'autre, cependant au Québec, selon les normes de la SODEC, la durée s'établit comme suit :

Tableau 7 : Durée selon la catégorie<sup>9</sup>

Court métrage	Film d'une durée de 30 minutes ou moins.
Moyen métrage	Film d'une durée de 31 à 74 minutes.
Long métrage	Film d'une durée d'au moins 75 minutes.
Minisérie	Deux à six épisodes
Série	Plus de six épisodes

Avec les technologies disponibles aujourd'hui, un jeune cinéaste peut réaliser un court métrage avec les moyens du bord, malgré tout avec de véritables standards professionnels. Il peut lui-même faire circuler son film, l'envoyer à différents festivals et programmeurs, le sous-titrer, le graver sur différents supports et le mettre en ligne. Le phénomène du court métrage, attisé entre autres par le mouvement Kino, a pris une telle ampleur qu'il est devenu impossible de dénombrer le nombre de courts métrages réalisés chaque année au Québec.

Le court métrage étend également son rayonnement auprès des institutions scolaires (secondaire, collégiale et universitaire) grâce à différents cours ou programmes permettant aux étudiants de s'initier au cinéma ou d'apprendre le métier.

S'il existe peu de données sur le court métrage au Québec, celui-ci est un élément essentiel du développement de l'industrie, car il représente la porte d'entrée de tout futur cinéaste; il permet de bâtir une relève.

<sup>9</sup> SODEC. *Programme d'aide à la production, Cinéma et production télévisuelle, 2014-2015, s.l., s.d., p. 12.*

Les premières œuvres de type long métrage de cinéastes québécois comptaient dix films en 2012 et représentaient 33,3 % des films destinés aux salles commerciales, une hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années puisque, entre 2008 et 2012, cette proportion se situaient en moyenne à 25,6 %<sup>10</sup>.

Le court est aussi un outil de promotion grâce au talent de nos cinéastes d'ici dont les films se démarquent lors de festivals au Canada et à l'étranger, la plupart des grands festivals courus dans le monde ayant des prix pour cette catégorie.

## 6.2 Les arts numériques

---

*« Les arts numériques se définissent comme un ensemble d'explorations et de pratiques artistiques, dont les processus et les œuvres utilisent principalement les technologies numériques pour la création et la diffusion.*

*Ils intègrent les pratiques basées sur l'utilisation des technologies de communication et de l'information, qu'elles soient informatiques, électroniques, numériques, sonores, interactives ou Web et comprennent également l'art audio ».*

---

Définition du Conseil des arts et des lettres du Québec.

Le monde du numérique, de par sa nature électronique, *réseautée* et interactive, a une incidence significative sur les arts. Une importance particulière doit être accordée à la contribution des réseaux et de l'interactivité, puisqu'elle ouvre la porte à de nouvelles possibilités de diffusion des arts et de participation du public aux activités artistiques.

Le monde numérique n'est pas statique et il continue de connaître un développement très rapide. La transition numérique permet aux artistes de remplacer les objets physiques par des fichiers électroniques et de déplacer la distribution dans le temps et d'un lieu à l'autre par une distribution instantanée sur les réseaux. Ce monde permet à une œuvre, lorsque produite numériquement, d'être diffusée en ligne sans devoir passer par d'autres étapes (pas de bande maîtresse, pas de copie de distribution). Les arts numériques peuvent donc intervenir à toutes les étapes de la filière cinématographique.

---

<sup>10</sup> ALLAIRE, Benoit, Claude FORTIER et collab. *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, Édition 2013, Tome 2, Production, financement, diffusion et patrimoine cinématographique*, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, décembre 2013, p. 22.

Le directeur général de Bang parle de « créativité numérique », un concept plus large qui fait appel à un regroupement de professionnels qui adhèrent à une vision de l'évolution de la création dans l'interdisciplinarité. Les évolutions technologiques des formats et des supports d'information offrent autant de solutions que de défis aux artistes. Les pratiques artistiques issues de la multidisciplinarité ou de l'interdisciplinarité ont contribué, dans le cadre d'expérimentations audacieuses et d'avant-garde, à l'éclatement des frontières disciplinaires, il est donc délicat de parler d'arts numériques. Les artistes ont des créations interdisciplinaires qui utilisent des outils numériques; l'outil ou le médium définit de moins en moins les pratiques artistiques et s'intègre de plus en plus dans les autres formes d'art.

## 7 L'industrie du cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean bénéficie d'une excellente réputation grâce au dynamisme et au talent des cinéastes, à la présence du festival REGARD sur le court métrage au Saguenay, à la présence d'organismes de soutien, comme La bande Sonimage, et au développement d'une relève au moyen d'excellents programmes d'enseignements reconnus de niveau collégial et universitaire.

Rares sont les données relatives à ce secteur pour la région. Bien que le dynamisme régional en matière de cinéma soit perceptible, il ne reposait pas, jusqu'à présent, sur une analyse rigoureuse permettant d'en calculer les retombées économiques pour la région.

### 7.1 Le Bureau du cinéma de Saguenay

#### 7.1.1 LA PRODUCTION DE FILMS DANS LA RÉGION

De 2009 à 2012, Promotion Saguenay, par l'intermédiaire de son département Communications et marketing, réalise en matière de cinéma et de productions télévisuelles des interventions ponctuelles selon les besoins, les demandes du milieu et les opportunités.

À titre d'exemple, mentionnons le tournage du film « Le bonheur de Pierre » (2009), pour lequel l'équipe du département Communications et marketing a accueilli et assisté l'équipe de production dans le cadre du repérage. L'opération a permis de réaliser le tournage à Sainte-Rose-du-Nord, monsieur Laurent Thibeault, une production de 7,5 M\$<sup>11</sup>, dont les retombées économique, selon le maire de Saint-Rose-du-Nord, ont été de 400 000 \$ à 500 000 \$ pour le village.

De 2010 à 2014, alors que l'on évalue que sept autres longs métrages ont été tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean, 56 courts métrages ont été recensés sur un total de 78 productions (soit 72 %). Il faut noter qu'un plus grand nombre de courts-métrages a sans doute été tournés.

---

<sup>11</sup> FILMS DU QUÉBEC. <http://www.filmsquebec.com/box-office-des-films-quebécois-de-2009/>, Le bonheur de Pierre, 11 février 2015.

**Tableau 8 : Productions cinématographiques et télévisuelles au SLSJ (2010 à 2014)**

	LONGS	MOYENS	COURTS	VIDÉOCLIPS	ÉMISSIONS TÉLÉ	SÉRIES WEB + CAPSULES	PROJETS ÉTUDIANTS	TOTAL
2010			11					11
2011	2	1	12	1				16
2012			10			1		11
2013	2	1	4		3	2		12
2014	3	1	19				5	28
<b>TOTAL</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>56</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>78</b>
<b>MOYENNE ANNUELLE</b>								<b>15,6</b>

Sources : Tiré des *Filmographies du Bureau du cinéma de Saguenay* (site Internet, mars 2015), du *Rapport de plan d'établissement d'un Bureau du cinéma*, La bande Sonimage (janvier 2014), et des *Films de la Baie* (site Web, mars 2015).

Il est intéressant de constater l'augmentation significative du nombre de productions par rapport à la période de 2000 à 2009 (10 ans) qui totalise 34 productions soit trois longs métrages, cinq moyens métrages et 26 courts métrages ce qui représente 3,4 productions en moyenne par an.

Pour la période de 2010-2014 (5 ans), la moyenne annuelle est de près de 16 productions. Les courts métrages ont plus que quadruplé, passant de 2,6 par année à 11,2, et les longs métrages quintuplé, passant de 0,3 par année à 1,4.

Il est à noter que l'année 2014 a enregistré un nombre record de productions, soit 28, alors que la moyenne annuelle de 2010 à 2013 était de 12,5. De l'avis de plusieurs personnes consultées pour la réalisation de l'étude, c'est le résultat des actions concertées du milieu et de l'effet d'entraînement généré par le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay.

## 7.1.2 LA CRÉATION DU BUREAU DU CINÉMA À SAGUENAY

Le Bureau du cinéma est mis sur pied en 2013 avec l'embauche d'une coordonnatrice relevant du département Communications et marketing de Promotion Saguenay. Un budget annuel de 75 000 \$ est alloué pour les activités du bureau.

---

*« Le Bureau du cinéma de Saguenay travaille en étroite collaboration avec le **Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ)**, qui offre une panoplie de services complémentaires concernant les crédits d'impôts, les permis de travail pour l'équipe de production, le transport d'équipement, etc. »<sup>12</sup>*

---

Par l'intermédiaire du BCTQ, le Bureau du cinéma de Saguenay a accès aux projets de films internationaux à la recherche de lieux de tournage. Les producteurs étrangers considèrent le Québec comme un premier choix à envisager pour y effectuer un tournage du fait des crédits d'impôts jugés avantageux.

Sur réception d'un scénario, le BCTQ l'achemine au Bureau du cinéma de Saguenay. Après analyse des lieux recherchés, le Bureau du cinéma propose des endroits au Saguenay–Lac-Saint-Jean qui pourraient répondre aux besoins spécifiés à l'intérieur d'un portfolio général pour la province.

Par la suite, si les lieux régionaux proposés intéressent les producteurs, le Bureau du cinéma prépare un portfolio exclusif à la région présentant des lieux alternatifs ou complémentaires selon les spécifications. À cette étape, le Bureau parle habituellement directement avec les producteurs, sans l'intermédiaire du BCTQ.

Si l'équipe de production évalue qu'un endroit dans la région peut être utilisé pour l'un des lieux principaux de l'histoire, une partie de l'équipe va se déplacer pour venir vérifier sur place.

Le rapport d'activité 2013 de Promotion Saguenay fait état des résultats suivants :

- 54 scénarios reçus, dont 44 référés par le BCTQ.
- Montage de portfolios des lieux de tournage et de fiches techniques pour 19 projets dont 18 associés aux projets référés par le BCTQ.
- Suivi auprès de huit producteurs qui ont démontré un intérêt pour les portfolios présentés en référence aux projets transmis par le BCTQ.

---

<sup>12</sup> BUREAU DU CINÉMA. <http://industrie.saguenay.ca/fr/cinema/bureau-du-cinema>, mars 2015.



Promotion Saguenay a de plus contribué à la réalisation de huit tournages au Saguenay–Lac-Saint-Jean dans le cadre de productions régionales et provinciales.

- Trois courts métrages.
- Un documentaire (à Péribonka par l’ONF, film de Jean-Claude Labrecque).
- Trois émissions de télévision.
- Une série Web (cinq émissions pilotes).

En 2014, le Bureau du cinéma fait états des résultats suivants :

- 64 scénarios reçus (croissance de 18,5 % par rapport à 2013).
- Participation à la présentation de 10 portfolios avec le BCTQ.
- Montage de trois portfolios exclusifs à la région.
- Réalisation de trois repérages.

L’ensemble de ces démarches a permis à ce jour la réalisation d’un documentaire par la BBC, « Nutopia ». Le documentaire représente deux jours de tournage, deux jours de préproduction, l’embauche d’une ressource locale, la location d’équipement et de services (location de véhicules, guide et motoneiges pour tournage sur le fjord, guide de pêche blanche, équipement pour la pêche blanche, traîneau à chiens, traiteur, hébergement).

### **7.1.3 LE SOUTIEN FINANCIER**

Promotion Saguenay a soutenu financièrement 11 productions cinématographiques et télévisuelles au cours des deux dernières années, années où l’on observe un total de 40 productions.

#### **A. Les productions soutenues en 2013**

Les trois productions sont des courts métrages :

- *Trop petite pour comprendre*, court métrage, Cathy Turcotte, réalisatrice.
- *Le chant des cabanes*, court métrage, Philippe-David Gagné, réalisateur.
- Documentaire *À la découverte du Kapatakan*, produit par Les Productions les Ampoules aux Pieds.

## B. Les productions soutenues en 2014

En 2014, on note une augmentation importante du nombre de productions soutenues financièrement, soit huit productions :

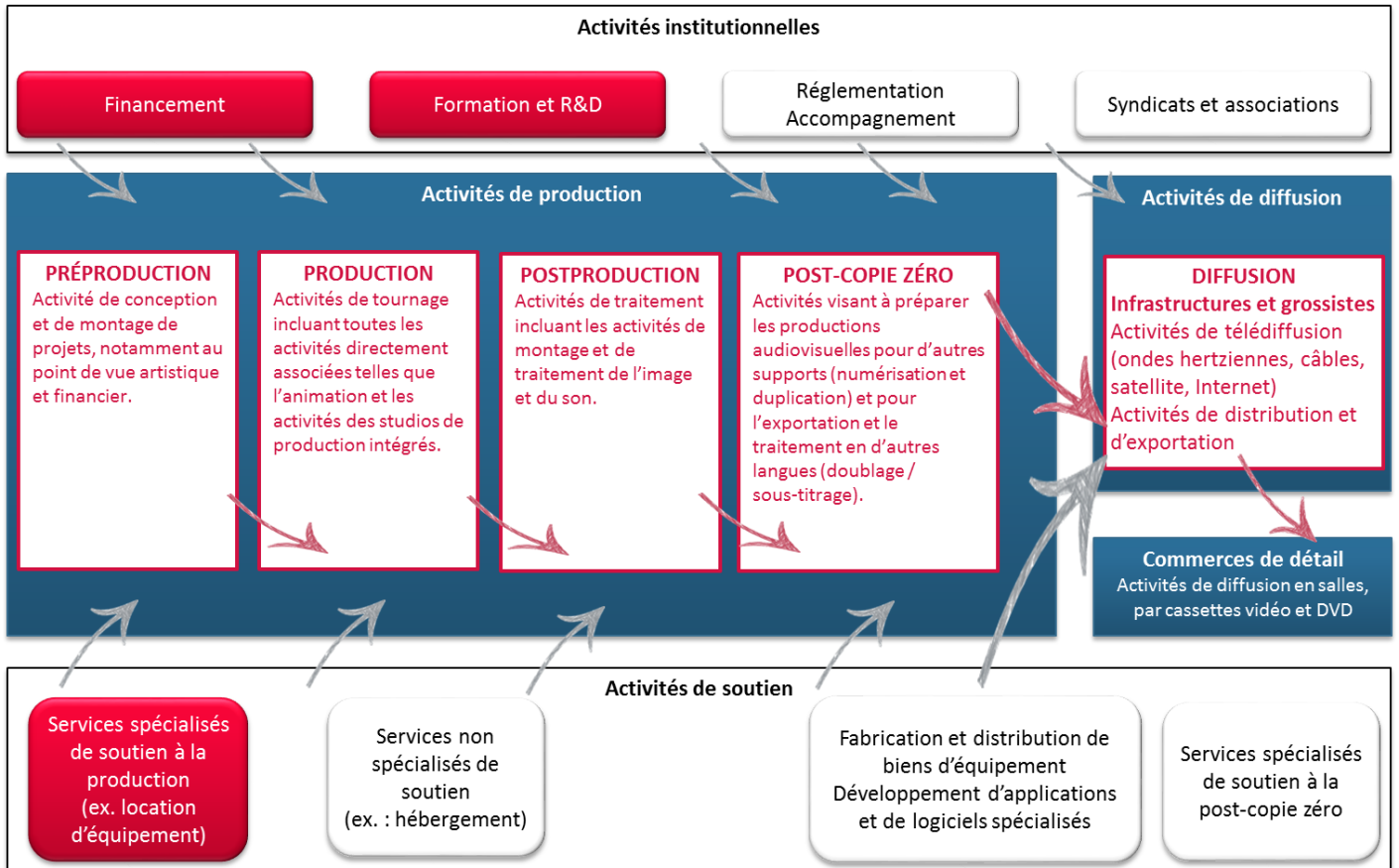
- *Les Chemins de Traverse*, long métrage, produit par Zed Productions et réalisé par Jonathan Gagné.
- *Hitchhiking in the Dark*, long métrage, Jean-Pierre Bergeron, réalisateur, Jim & Jane Productions, producteur.
- *How We Got to Now*, documentaire anglais en six épisodes, dont l'un tourné sur les glaces de La Baie), produit par Nutopia, diffusion sur les ondes de la BBC.
- Magazine *Thalassa*, émission sur le fleuve Saint-Laurent avec une portion tournée dans le fjord du Saguenay, pour mettre en valeur la pêche blanche (venu à deux reprises).
- *King of the River*, tournage pendant huit jours sur la rivière Saint-Jean à L'Anse-Saint-Jean, diffusion au WFN TV Sportman en 2015.
- Émission *8 chapitres* sur les activités hivernales au Mont-Édouard à L'Anse-Saint-Jean, diffusée sur RDS et à 8 chapitres.com.
- *Tournée Bike Channel* sur la Véloroute du Fjord du Saguenay.
- *Motoneige.ca*, tournage d'une émission sur l'activité motoneige dans les Monts-Valin.

La création récente du Bureau du cinéma de Saguenay contribue par son association, avec les partenaires du milieu et du Québec, à renforcer l'impulsion de l'industrie cinématographique et télévisuelle.

## 7.2 La cartographie de l'industrie dans la région

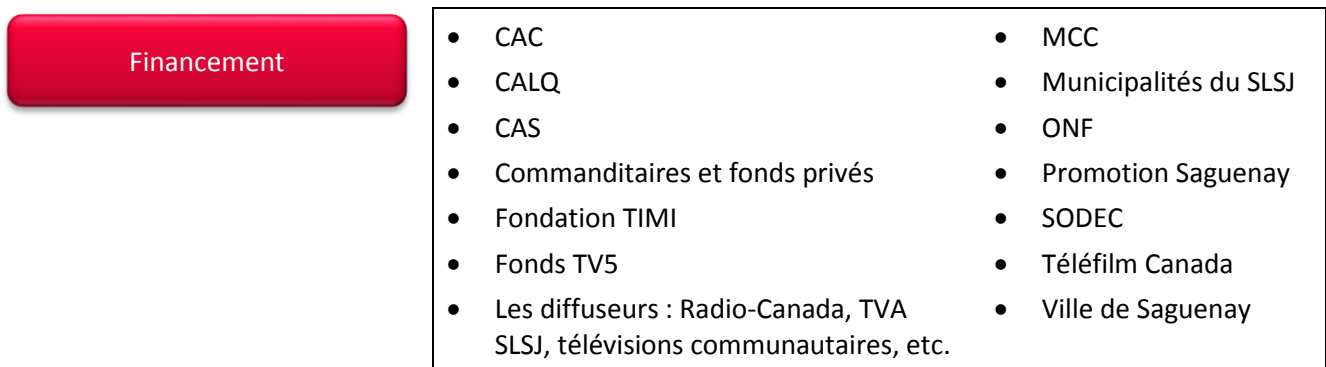
Sur le même modèle que la filière présentée en page **Erreur ! Signet non défini.**, nous avons rassemblé les principaux acteurs qui composent l'industrie du cinéma, plus spécifiquement du court métrage et des arts numériques dans la région.

Précisons que, pour fins de l'étude et afin de déterminer les retombées économiques, nous avons tenté d'établir le portrait des acteurs qui composent les activités institutionnelles (principalement l'enseignement), les activités de production et les activités de soutien, lorsque possible. Nous n'avons pas cherché de données sur les activités de diffusion à l'exception du festival REGARD sur le court métrage au Saguenay, levier indispensable du développement du court métrage dans la région.



**Figure 3 : Filière de l'industrie du cinéma au Saguenay-Lac-Saint-Jean et ses principaux acteurs**

Source : E&B DATA. *Une filière d'envergure, La production audiovisuelle et les industries connexes dans la région de Montréal et au Québec*, s.l., mars 2004, p. 22.



## Formation et R&D

- Cégep d'Alma : programme préuniversitaire en Arts et technologies informatisées (ATI)
- Cégep de Jonquière : technique en Art et technologie des médias (ATM)
- Cégep de Saint-Félicien : programme préuniversitaire en Arts, lettres et communication (volet cinéma)
- UQAC – baccalauréat interdisciplinaire en arts – concentrations cinéma et vidéo, arts numériques, arts visuels, transmission culturelle en arts
- UQAC – certificat ou mineure en cinéma et en vidéo
- UQAC – Studio de création en arts numériques

## ACTIVITÉS DE PRODUCTION

- Cinéastes de la région (travailleurs autonomes)
- FICTIS productions
- Jim & Jane Productions
- La Web Shop
- Les Films de la Baie
- La Bobine bleue
- MATv SLSJ
- Noeuf Image
- Pigé! Communication marketing
- Polka
- Producteurs indépendants
- Production de L'autre Œil
- Télé-Québec/ La Fabrique Culturelle
- ZED L'agence

## Services spécialisés de soutien à la production

- Cégep d'Alma (Arts et technologies informatisées)
- Cégep de Jonquière (ATM) – studio d'enregistrement et loges
- Centre musical GD
- Centres d'artistes intéressés par la créativité numérique (BANG, Centre Sagamie, Langage Plus, Le Lobe)
- La bande Sonimage
- La Fabrique Culturelle
- La Web shop
- Loca-Spect
- MATv – studio d'enregistrement
- Soluson
- Spira
- UQAC
- VSL événement
- Zone Occupée

## Services non spécialisés de soutien

- Entreprises de costumes et accessoires comme Confection Imagine, Fun Atout, Bilodeau 3M
- Hôtels et restaurants
- Locateurs d'automobiles et de camions

## DIFFUSION

- Cablo-distributeurs comme DeryTelecom, Vidéotron, Cogeco, Bell ExpressVu
- Cinés-club de la région
- CKTV
- Festival de L'âme à l'écran (Cégep de Jonquière)
- Festival REGARD sur le court métrage au Saguenay
- MAtv
- Pool médiatic
- Salles de cinéma de la région
- Télé-Québec/ La Fabrique Culturelle
- Télévision communautaire de Roberval
- TV Cogeco
- TVA SLSJ
- TVDL
- TVLDLM 9
- V Télé Saguenay

La filière est composée d'organismes à but non lucratif, d'entreprises privées, d'organismes publics et parapublics.

Nous remarquons que les organisations ont un grand rayon d'action et interviennent bien souvent à plusieurs étapes du processus de production. Nous observons l'absence d'un véritable producteur dans la région alors que le producteur est le levier indispensable pour aller chercher le financement d'un long métrage. Selon la grande majorité des personnes contactées la région n'a pas assez de volume de production potentielle pour qu'un producteur régional puisse s'implanter et se développer.

Soulignons plus spécifiquement deux acteurs reconnus pour créer synergie et dynamisme dans le milieu. Ils sont le point de rencontre de la communauté : le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay qui se tient en mars de chaque année et La bande Sonimage par ses diverses activités tout au long de l'année.

### 7.2.1 LE FESTIVAL REGARD SUR LE COURT MÉTRAGE AU SAGUENAY

Caravane Films qui réalise le festival a pour mission de produire et réaliser au Saguenay le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay ainsi que ses activités dérivées et parallèles. Il promeut, diffuse et développe le court métrage d'ici et d'ailleurs auprès du grand public de même que des professionnels du milieu cinématographique.

Le Festival attire chaque année des cinéastes des quatre coins du globe depuis maintenant 19 ans et positionne Ville de Saguenay comme un incontournable pour les amateurs de courts métrages à l'échelle internationale.

Le festival propose au public près de 200 films d'ici et d'ailleurs et ses différents prix récompensent les œuvres les plus originales et les cinéastes qui se démarquent par la qualité de

leur démarche artistique. C'est un festival couru dont la programmation offre au public et aux professionnels cinq jours d'activités variées qui font aussi connaître nos créateurs de la région puisqu'une soirée est dédiée aux cinéastes de la région ou qui ont tournés dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Le festival permet le rayonnement du court métrage grâce à ses nombreuses activités (marché du court, classe de maître, ateliers, rencontres face à face, etc.)

Le court métrage, par son accessibilité, permet de découvrir les dernières réalisations des cinéastes et met en valeur le talent de cinéastes audacieux, notamment celui de la relève, en concourant à une plus grande diffusion de leurs œuvres.

### **7.2.2 LA BANDE SONIMAGE**

La bande Sonimage est un organisme émergent à but non lucratif de soutien à la création en cinéma-vidéo (arts médiatiques) au Saguenay–Lac-Saint-Jean. La mission de La bande Sonimage est de soutenir la production, la diffusion et la distribution d'œuvres vidéographiques et cinématographiques de créateurs de la région, de développer leurs compétences et de faciliter l'accueil de tournage. Créé il y a maintenant cinq ans, l'organisme est devenu un incontournable dans la région. Bande Sonimage offre des bourses de soutien à la création, propose à des artistes d'être en résidence pour des projets de scénarisation, commande des œuvres, réalise des projets spéciaux, loue des équipements à des prix très compétitifs, offre de la formation, etc. Avec les années, l'organisme est devenu un point de rassemblement pour le milieu cinématographique régional.

### **7.2.3 LES ARTS NUMÉRIQUES**

Il faut signifier l'importance grandissante des arts numériques dans le cinéma. Les arts numériques s'inscrivent dans la mouvance de l'art visuel. Alors que l'on a toujours travaillé sur des écrans de cinéma, les arts numériques permettent de travailler sur de nouveaux supports de communication.

Dans la région, les centres d'artistes (Bang, Langage Plus, Lobe, Sagami) contribuent, de par leurs interventions, au développement de l'art numérique et l'on observe une ébullition du milieu culturel et artistique.

### **C. Zone Occupée**

Soulignons l'apport de Zone Occupée, une revue d'art et de culture actuelle semestrielle qui présente et analyse le travail des artistes de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean depuis cinq ans. L'édition imprimée a servi de rampe de lancement aux plateformes Web (Mag 2.0, Réseau et Laboratoire nouveau média) assurant ainsi le passage du papier au numérique.

L'équipe cherche graduellement à « aller dans la quotidienneté » en ayant recours au Web qui permet d'aller plus loin que le papier.

Ainsi, un cinéaste pourra mettre en ligne son court métrage et le Laboratoire nouveau média permettra d'observer l'artiste en production, favorisant l'interéchange. La revue à elle seule requiert l'implication d'une soixantaine de créateurs et professionnels. On évalue à 80 % les retombées pour la région notamment par l'implication des centres d'artistes et les contributions des partenaires.

#### **D. Les maisons de formation**

Les établissements de formation, de par leurs programmes, habilent les créateurs à évoluer dans ce nouvel environnement où les nouvelles technologies s'imposent de plus en plus.

Le Cégep d'Alma présente son programme « Arts et technologies informatisées (ATI) » comme suit :

---

*« Le milieu artistique, séduit par toutes les possibilités que les nouveaux médias offrent aux créateurs, a suivi d'emblée le virage technologique. Dans ce contexte, le programme Arts et technologies informatisées (ATI) prépare les jeunes artistes à relever les défis posés par les nouvelles technologies en intégrant les nouveaux médias aux formes d'art plus traditionnelles. Les élèves apprennent à utiliser l'ordinateur comme un moyen privilégié d'expression et de communication tout en recevant une formation fondamentale en arts visuels. Ce maillage étroit entre les nouvelles technologies et les arts traditionnels fait de ce programme une option unique au Québec. »<sup>13</sup>*

---

ATI est un programme préuniversitaire d'une durée de deux ans soit quatre sessions ou semestres, les programmes préuniversitaires, dans le système scolaire québécois, préparent les élèves à entreprendre des études supérieures à l'université dans tous les champs du savoir.

#### **E. Les télédiffuseurs**

##### **MAtv**

En tant que diffuseur, MAtv appelle les créateurs à lui soumettre des projets de production, notamment de documentaires, dont la diffusion est susceptible de recourir à de nouveaux formats.

---

<sup>13</sup> COLLÈGE D'ALMA. <http://www.collegealma.ca/ati.html>, mars 2015.

MAtv, c'est neuf chaînes qui proposent « votre contenu ». Accessible à tous, MAtv offre une expérience télévisuelle multi-écrans qui se veut utile, informative et éducative, tout en favorisant un environnement de connectivité et de divertissement. Elle s'intéresse de près à la réalité de la communauté.

MAtv s'est dotée d'une structure qui lui permet de recevoir et d'évaluer les projets d'émissions qui lui sont soumis et de gérer le développement et la production des projets retenus.

### *Télé-Québec*

Une initiative de Télé-Québec, la Fabrique culturelle offre une plateforme vidéo unique et originale de diffusion culturelle. La Fabrique est un projet hybride entre un magazine Web, une chaîne de diffusion vidéo et un réseau social spécialisé en culture. Cette initiative s'inscrit dans l'évolution observée des productions cinématographiques et télévisuelles vers l'art visuel.

Zone Occupée est un exemple de projet supporté par la Fabrique culturelle.

## **7.3 La notoriété de la région dans l'industrie du cinéma**

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'est sans aucun doute fait connaître dans les dernières années grâce au festival REGARD sur le court métrage au Saguenay et dans le sillon de l'héritage de cinéastes et producteurs tels que Sébastien Pilote, Nicolas Lévesque, Jean-Marc Roy ou Philippe David.

### **7.3.1 LES COURTS MÉTRAGES ET LEUR FORCE D'ATTRACTION**

Le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay a l'avantage de non seulement intéresser un public de cinéphiles mais aussi les spécialistes de l'industrie qui, année après année, sont de plus en plus nombreux à venir au festival.

Cette visibilité s'observe par l'augmentation de l'achalandage, le volume toujours croissant de la revue de presse annuelle et le nombre de films envoyés chaque année.

En effet, lors de l'édition de 2010, près de 1 500 films ont été soumis en provenance de 42 pays.

Le festival a fait réaliser deux études d'achalandage, une en 2009 et l'autre en 2012, qui montrent une croissance constante de l'achalandage ainsi qu'une progression de la clientèle touristique<sup>14</sup> au festival.

---

<sup>14</sup> GROUPE PERFORMANCE STRATÉGIQUE INC. *Étude de caractérisation de provenance de la clientèle et calcul de l'achalandage de l'édition 2012 du Festival REGARD sur le court métrage au Saguenay*, avril 2012, 24 pages.



**Tableau 9 : Études d’achalandage pour le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay**

	2009	2012	
INDICATEUR	DONNÉES		ÉCART
Achalandage total (nombre d’entrées/visites)	29 769	32 317	8,50 %
Part relative de touristes (ayant séjourné une nuit ou plus)	21,50 %	22,40 %	4,20 %

Les principaux constats sont à l’effet que :

- le festival rayonne à l’international grâce aux films qui y sont présentés;
- des cinéastes étrangers viennent présenter leur court;
- des invités internationaux participent à l’événement;
- il y a une forte présence médiatique entourant le festival;
- le festival fait beaucoup d’efforts pour être présent dans d’autres festivals au Canada et à l’étranger.

### **7.3.2 LES LONGS MÉTRAGES ET LEUR NOTORIÉTÉ**

Dans les dernières années, les films tournés dans la région ont aussi contribué à faire connaître la région et le talent artistique qui l’habite par la promotion et les prix qu’ils ont gagnés.

- *Le Bonheur de Pierre*, coproduction entre la France et le Québec (2009).
- *Le vendeur*, production québécoise de Sébastien Pilote (2011).
- *Le Démantèlement*, production québécoise de Sébastien Pilote (2013).
- *La Cicatrice*, production québécoise, Jimmy Larouche (2013).
- *Antoine et Marie*, production québécoise, Jimmy Larouche (2015).

Ces productions ont fait parler d’elles au Québec et en France, notamment par Sébastien Pilote, très attaché à la région et récipiendaire de plusieurs prix au cours des dernières années :

- Prix FIPRESCI au Festival international du film de San Francisco pour *Le Vendeur* (2011).
- Prix du scénario SACD à la Semaine de la critique au Festival de Cannes pour *Le Démantèlement* (2013).
- Prix du meilleur long métrage de fiction aux Trophées francophones du cinéma pour *Le Démantèlement* (2014).

Soulignons *Le Bonheur de Pierre* qui, bien qu'il ait reçu un accueil mitigé au Québec et en France, a pourtant gagné plusieurs prix à l'étranger :

- Meilleur film étranger au New York Independent Film Festival (octobre 2009).
- Découverte internationale au Rhode Island Film Festival (août 2010).
- Prix excellence à l'US International Video and Film Festival en Californie (juin 2010).
- Aloha Accolade Award for Excellence in Filmmaking au Honolulu International Film Festival (2010).

Le film a aussi été sélectionné dans une dizaine d'autres festivals dont le Shanghai International Film Festival, le Festival du film francophone d'Angoulême, le Festival international du film de Monte-Carlo et le Festival du film de São Paulo.

Les longs métrages font rayonner la région, cependant, ils restent encore trop peu fréquents et Montréal absorbe la très grande majorité des longs métrages tournés au Québec.

## 7.4 Les ressources professionnelles

Au sein de la filière, nous pouvons considérer trois types d'emplois :

- Le personnel enseignant.
- Le personnel qui travaille au sein d'organismes de soutien au milieu comme par exemple La bande Sonimage, le Bureau du cinéma ou les centres d'artistes.
- Les cinéastes et artisans (caméramans, assistants de production, assistants réalisateurs, preneurs de son, etc.) et les comédiens.

Selon la liste qui nous a été fournie par La bande Sonimage, nous recensons 80 artisans en cinéma et télévision au Saguenay–Lac-Saint-Jean et 87 comédiens (incluant les comédiens de théâtre). Notons que parmi les 80 professionnels en cinéma, huit vivent hors de la région et souhaiteraient réaliser plus de contrats ici.

Parmi les organismes de soutien, nous avons recensés 18 emplois ETP.

Pour le milieu de l'enseignement, nous avons recensé 33,75 emplois ETP. Cependant, la plupart des enseignants et du personnel de soutien n'enseignent pas exclusivement des cours en cinéma; en fait, le milieu est composé de plus de 60 professionnels et techniciens.

Chez les télédiffuseurs, on dénombre 16,8 emplois ETP seulement pour Télé-Québec et MAtv.

Dans les arts numériques, les ressources sont principalement dans les cégeps ou les centres d'artistes et on dénombre 47,65 emplois ETP.

Le nombre d'emplois ETP avec les données obtenues est donc de 116,2 emplois ETP (hors artisans et comédiens).

Ces chiffres sont un indicateur car nous n'avons pas eu la possibilité de recenser les emplois de toutes les entreprises de la région et un certain nombre de personnes travaillent dans plusieurs entreprises en même temps comme pigistes. Enfin, des individus peuvent se retrouver dans les deux catégories.

Les données fournies par La bande Sonimage nous permettent de constater et de confirmer la très grande polyvalence des professionnels en cinéma et audiovisuel. En effet, au moins 42 de ces professionnels pourraient être mis à contribution en scénarisation, réalisation et production; fonctions clés en démarrage et en production<sup>15</sup>.

**Tableau 10 : Distribution selon l'expertise**

EXPERTISE	QUANTITÉ
Scénarisation, réalisation, production	4
Scénarisation, réalisation	7
Réalisation, production	3
Scénarisation	3
Réalisation	19
Production	6
<b>TOTAL</b>	<b>42</b>

---

<sup>15</sup> CHABOT, Claudia et Caroline GAGNON. *Projet de plan d'établissement d'un bureau du cinéma au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Rapport de l'année 2013*, La bande Sonimage, s.l., 10 janvier 2014, p. 40.

## 7.5 La formation en cinéma

La région est reconnue du milieu et même à l'étranger pour ses maisons d'enseignement qui forment en cinéma. Les trois institutions collégiales et l'université ont toutes au moins un cours en cinéma permettant à un jeune ayant de l'intérêt de découvrir différentes facettes du métier.

Une des particularités de la région par rapport aux autres régions du Québec est la tournée dans les écoles dès l'automne de chaque année, de l'équipe du volet Jeunesse de Caravane Films afin d'aller faire découvrir le court métrage au jeune public.

À titre d'exemple, en 2013-2014, la tournée a permis la participation de :

- 7 202 élèves (principalement primaire et secondaire) à une activité scolaire (+13 % par rapport à l'année précédente);
- 44 écoles dans le cadre de 46 séances de projection;
- 5 549 élèves à une projection de courts métrages.

À L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), entre 2009 et 2014, il y a eu 15 finissants dans le programme de certificat en cinéma et 33 dans le baccalauréat interdisciplinaire en arts, option cinéma.

De plus, de 3 à 7 étudiants s'ajoutent à ce nombre grâce au *Programme court en art pour étudiants en séjour d'étude* qui permet d'accueillir pendant un ou deux semestres des étudiants français à l'UQAC. Plusieurs de ces étudiants reviennent à l'université par la suite pour faire leur maîtrise, mais la proportion exacte n'a pas pu nous être fournie. Pour l'automne 2015, six étudiants ont déjà fait leur demande pour participer à ce programme.

Ces étudiants semblent affirmer qu'ils viennent à l'UQAC pour avoir accès à de l'équipement cinématographique et à des infrastructures. REGARD sur le court métrage au Saguenay et La bande Sonimage sont des leviers importants de la venue de ces jeunes dans la région pour étudier en cinéma. Toutes les bourses et les aides financières ont un impact en permettant de déclencher des projets (cofinancement TV5 et La bande Sonimage par exemple). La bande Sonimage ainsi que le festival REGARD sur le court métrage au Saguenay semblent agir comme un effet de levier pour faire venir des étudiants de l'extérieur.

Il semble y avoir un nouveau phénomène où ces jeunes se déplacent, terminent leurs études, vont travailler à Montréal et reviennent tourner en région avec leurs nouveaux amis selon les observations de Jean Chateauvert, professeur au département des arts et des lettres, responsable de secteur cinéma, UQAC.

L'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants français pourrait cependant freiner l'engouement des étudiants dans les prochaines années.

## 7.6 La professionnalisation de la main-d'œuvre

Il n'y a pas de données précises sur la professionnalisation de la main-d'œuvre et nous résumons ici le résultat des réflexions et situations vécues par les personnes que nous avons contactées lors de la réalisation de la présente enquête.

Il existe plusieurs syndicats dans le milieu cinématographique dont l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (l'AQTIS) et l'union des artistes (UDA). Ces syndicats encadrent par des conditions de travail les façons de faire et pratiques pour l'embauche du personnel sur un tournage. Cependant, en région, l'application des règles se révèle souvent plus souple pour s'adapter à la réalité. De plus, le nombre de tournages n'étant pas suffisant, plusieurs professionnels ne sont pas membres d'un syndicat. Cette situation est complexe car, alors que dans certains cas l'assouplissement de règles peut se révéler essentiel pour un tournage, dans d'autres cas cela pénalise la professionnalisation de la main-d'œuvre régionale.

Plusieurs professionnels du tournage nous ont donné l'exemple que, lors d'un tournage important (long métrage), ils ne pouvaient aspirer à faire partie de l'équipe sauf si la production acceptait des contrats de gré à gré au tarif d'environ 100 \$/jour (pour environ 10 h/jour) parce qu'ils ne sont pas membres d'un syndicat. Lors du tournage d'un long métrage, aux dires de plusieurs réalisateurs, le personnel vient la majorité du temps de Montréal ou de l'étranger (pour un tournage étranger) et les professionnels de la région agissent comme assistants. La reconnaissance du savoir-faire devient alors plus difficile et les courts métrages, pour une grande majorité, ne permettent pas d'augmenter la professionnalisation car les budgets de tournage sont insuffisants dans la région.

Cependant, s'il n'existe pas de données sur la rétention de la main-d'œuvre en région spécifique au milieu cinématographique, lors de nos entrevues, plusieurs personnes ont nommé le fait qu'elles étaient originaires d'autres régions du Québec.

Nous avons observé, de façon empirique, que la plupart de ces personnes avaient étudiés ici et étaient restées dans la région non pas parce qu'il y avait suffisamment de travail dans le milieu cinématographique, mais pour la synergie, la compétence, le goût de réaliser des projets en cinéma avec des gens passionnés et compétents, tout en ayant une qualité de vie propre aux régions. La grande majorité des professionnels du cinéma que nous avons rencontrés travaille à Montréal ou dans d'autres régions afin de réaliser des projets ponctuels, car le volume d'activités dans la région est insuffisant pour leur permettre de subvenir à leurs besoins. Ils réalisent tous de nombreux projets, passant de la réalisation d'un court métrage, à une vidéo corporative ou la réalisation d'une commande d'un diffuseur local.

La perception du milieu est que le court métrage est indispensable, mais qu'il ne permet pas à ce jour de gagner les lettres de noblesses pour assurer la reconnaissance. Il faut professionnaliser le court, le reconnaître, le financer pour que les projets prennent de l'envergure et positionnent les talents et la région.

La synergie créée entre tous les acteurs, qu'il soit du domaine de l'enseignement, des professionnels du métier, des organismes de soutien ou du festival, a permis de donner une véritable impulsion au court métrage.

Les arts numériques, par l'intermédiaire et l'implication des centres d'artistes de la région, ouvrent un monde de possibilité artistique pour la réalisation de productions.

Sans aucun doute, la région se distingue au Québec par la conviction des acteurs, les compétences disponibles et la capacité à intéresser de la relève dans le court métrage.

## 8 Les retombées économiques

Nous présentons dans la première partie le calcul des retombées et, dans la seconde, les résultats obtenus.

### 8.1 Le calcul

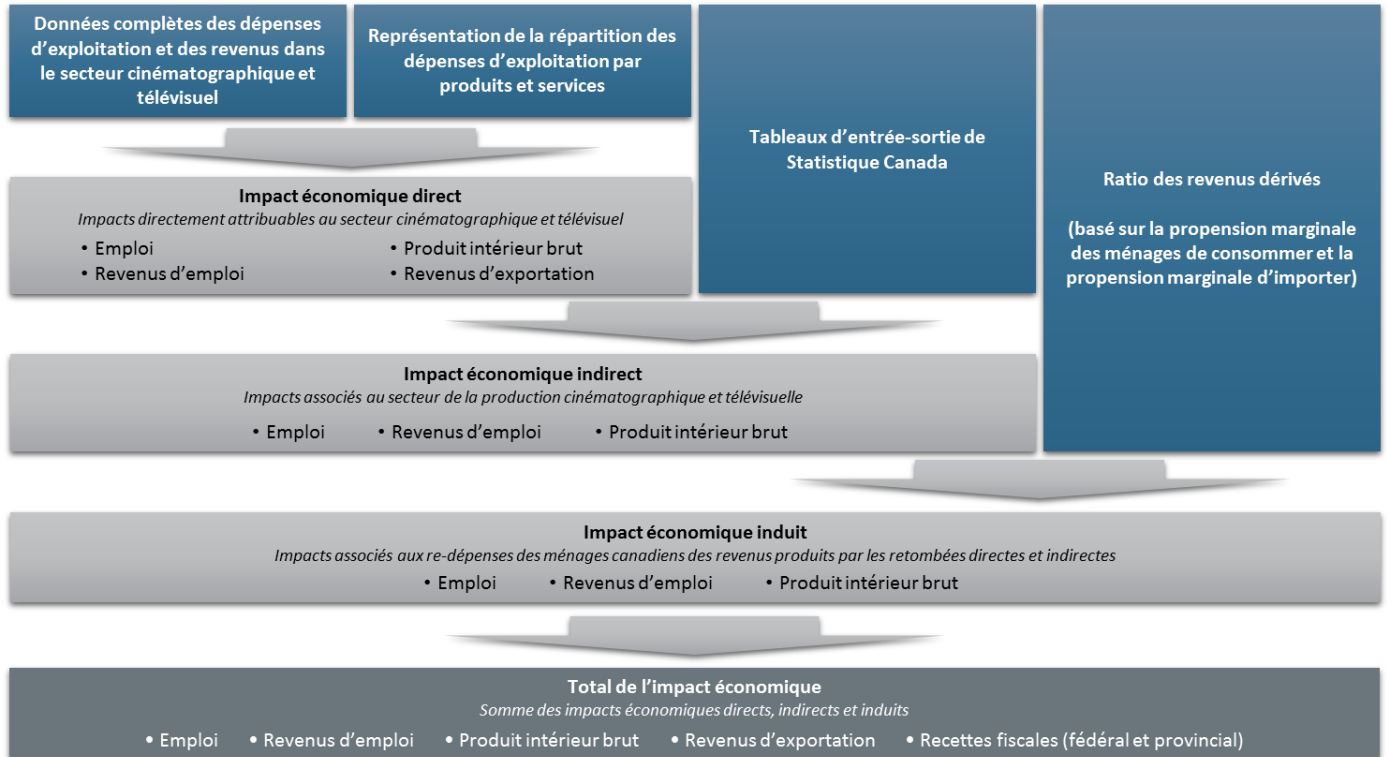
Trois aspects ont été pris en considération :

- le modèle d'analyse retenu;
- les coefficients multiplicateurs relatifs aux retombées économiques;
- la méthodologie appliquée pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean.

#### 8.1.1 LE MODÈLE D'ANALYSE RETENU

Pour évaluer les retombées économiques du secteur dans la région, nous nous sommes inspirés du modèle utilisé par la firme Nordicity qui, en 2013, a réalisé une étude d'impact économique de l'industrie du cinéma et de la télévision au Canada pour la *Motion Picture Association Canada*.

Le modèle analyse l'impact de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie sur l'économie du pays, incluant les effets directs, les effets indirects (les industries qui fournissent des ressources à la production cinématographique et télévisuelle) et les impacts induits (les « re-dépenses » résultant des revenus produits par les effets directs et indirects) de la production cinématographique et télévisuelle, la distribution, l'élaboration et la distribution de contenu aux consommateurs (expositions, ventes, location, télédiffusion, etc.).



**Figure 4 : Modèle des retombées économiques de l'industrie cinématographique et télévisuelle**

Source : NORDICITY. *The Economic Contribution of the Film and Television Sector in Canada*, s.l., July 2013, p. 5.  
Traduction libre de Trigone.

### 8.1.2 LES COEFFICIENTS MULTIPLICATEURS RELATIFS AUX RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

La publicité autour du tournage de longs métrages, que ce soit dans les grands centres ou les régions, amène souvent la discussion sur les retombées économiques de la production d'un film. Cependant, il est extrêmement difficile d'obtenir une information détaillée sur le mode de calcul des retombées économiques qui sont communiqués aux médias.

Selon les intervenants du milieu, le coefficient multiplicateur pour calculer les retombées économiques varie.

En Ontario, depuis 2005, le gouvernement offre de généreuses subventions aux cinéastes qui vont tourner dans le Nord de l'Ontario. L'industrie auparavant quasi inexistante dans cette région, s'est développée grâce à ces subventions. Les frais admissibles sont d'un million de dollars au maximum, la moitié en subvention et l'autre moitié sous forme de prêts remboursables. Jusqu'à maintenant, 60 millions de dollars ont été investis, 85 projets ont été soutenus et les retombées économiques pour la région sont estimées à 180 M\$. Selon



Ianick Marcil, économiste et blogueur pour Voir Montréal, le calcul est simple; 1 \$ investi génère 3 \$ de retombées.<sup>16</sup>

En Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), on estimait le coefficient multiplicateur moyen à 8,4 en 2009. « Les montants des crédits engagés en 2009 par la région PACA (soit 2,5 M€) ont permis de générer 21,3 M€ de retombées directes. »<sup>17</sup>

Selon le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ) pour l'année 2013, 15 productions cinématographiques étrangères ont généré en<sup>18</sup> :

- retombées économiques directes : 273 M \$;
- retombées économiques indirectes et induites : 600,6 M \$ (ratio 2,2);
- revenus fiscalité nets : 34,5 M \$ (ratio 0,57);
- emplois maintenus ou créés : 4 230 (ratio 155 emplois ETP/10 M \$);
- revenus d'emplois : 152,8 M \$.

Le coefficient multiplicateur de 2,2 s'applique à des **productions étrangères** de longs métrages pour des tournages où les équipes sont largement constituées de professionnels en provenance de l'extérieur de la région où s'effectue le tournage. Cette réalité implique d'importantes retombées indirectes notamment en frais de séjour, de location d'équipement et en services divers.

### 8.1.3 LA MÉTHODOLOGIE APPLIQUÉE POUR LE SLSJ

Pour calculer les retombées économiques, nous avons besoin de déterminer, selon le modèle, le **nombre** des emplois **directs** équivalents temps plein (ETP), des emplois ETP **indirects** et **induits**.

Ces nombres d'emplois (ETP) permettent d'évaluer les **revenus d'emplois** et subséquemment de déterminer les **contributions générés au PIB**.

### 8.1.4 LE CALCUL DES EMPLOIS ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN DIRECTS (ETP DIRECTS)

Pour calculer les retombées économiques, le point de départ consiste à établir le nombre d'emplois directs (ETP). Pour ce faire, Nordicity propose d'établir la part des revenus d'emplois à 50 % du budget du projet ou de l'organisation. Puis, pour déterminer le nombre d'emplois,

---

<sup>16</sup> CHABOT, Claudia et Caroline GAGNON. *Projet de plan d'établissement d'un bureau du cinéma au Saguenay-Lac-Saint-Jean, Rapport de l'année 2013*, La bande Sonimage, s.l., 10 janvier 2014, p. 7-8.

<sup>17</sup> *Op.cit.*, p. 18.

<sup>18</sup> BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC, MONTRÉAL. *Bilan d'activités 2013-2014*, p. 4.

Nordicity se base, pour le Canada, sur une rémunération moyenne emploi ETP évalué à **54 578 \$** (2010-2012)<sup>19</sup>.

Dans le cas de la présente étude nous avons établi, pour notre région, le revenu annuel moyen à partir de certaines organisations que nous avons contactées et qui ont bien voulu nous fournir de l'information précise sur leur masse salariale et leur budget de fonctionnement.

Nos données proviennent donc de neuf sources différentes (sept organismes et deux travailleurs culturels) et concernent 26,8 emplois ETP. Notre échantillon nous permet d'établir une moyenne annuelle de salaire de **35 338 \$** en 2014. Notons que selon *l'Information sur le marché du travail* (IMT), le revenu annuel en 2010 était de 39 000 \$ pour la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean pour tout le secteur d'activité « Loisir, culture et communication », secteur qui comprend les intervenants objet de notre étude.

Cependant, lorsqu'on prend en considération le secteur parapublic (université, cégeps et télédiffuseurs), en fonction des données que nous avons obtenues, le salaire moyen des emplois ETP (2014) est de **49 034 \$**.

Notons que pour l'ensemble de l'exercice, nous avons utilisé les ratios de Nordicity, à l'exception du ratio pour calculer les revenus de fiscalité nets pour le gouvernement du Québec où nous avons pris le ratio du BCTQ (brochure du 5<sup>e</sup> anniversaire, page 17).

### 8.1.5 L'ÉVALUATION DES EMPLOIS ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN DIRECTS (ETP DIRECTS)

- Lorsque la masse salariale nous a été fournie de façon détaillée, nous avons utilisé les données de l'organisation (masse salariale, nombre d'emplois ETP).
- Lorsque l'organisation avait du personnel à temps partiel, nous nous sommes basés sur le salaire moyen de 35 338 \$ pour évaluer le nombre d'emplois ETP.
- Lorsque nous avons obtenu un budget global de fonctionnement, nous nous sommes basés sur le ratio de Nordicity, soit : 50 % du budget de l'organisation.

**Note :** sur la base des données transmises, nous avons estimé qu'un emploi ETP est égal à 1 910 heures par année.

Les emplois ETP des neuf organisations que nous avons compilées représentent donc des emplois **ETP directs**, soit l'impact économique directement attribuable au projet ou à l'organisme en termes d'emplois ou de revenus d'emplois.

---

<sup>19</sup> STATISTIQUE CANADA. Tableau CANSIM 281-0030, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada, cité dans ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PRODUCTION MÉDIATIQUE. *Profil 2011, Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, 15<sup>e</sup> édition, s.l., s.d., page 97.

### 8.1.6 L'ÉVALUATION DES EMPLOIS ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN INDIRECTS (ETP INDIRECTS)

Selon Nordicity, pour calculer les emplois créés indirectement par les organisations pour l'acquisition de biens et services, il faut appliquer un **coefficient multiplicateur de 1,17**. Cela veut dire que pour un emploi ETP direct, cela génère 1,17 emploi indirect.

### 8.1.7 L'ÉVALUATION DES EMPLOIS ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN INDUITS (ETP INDUITS)

Il s'agit de multiplier par le **coefficient multiplicateur de 0,17** la somme des emplois ETP directs et des emplois ETP indirects.

### 8.1.8 L'ÉTABLISSEMENT DU TRAITEMENT DES EMPLOIS ETP

Concernant le traitement annuel moyen des emplois ETP indirect et induits, il est établi à 37 000 \$ pour le Canada (selon Nordicity) et à **23 957 \$** pour la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean.

En effet, le salaire moyen de **35 338 \$** correspond à 64,7 % du salaire canadien moyen pour l'industrie (54 578 \$ selon Nordicity). Nous avons donc choisi de conserver le même rapport de 64,7 % ce qui donne un salaire moyen emploi ETP indirect et induit de **23 957 \$** pour la région.

Tableau 11 : Établissement du traitement annuel moyen des emplois ETP pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean (2010-2012)

EMPLOI ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN	CANADA		TAUX SLSJ	=	SLSJ
Direct	54 578 \$	X	64,7 %	=	<b>35 338 \$</b>
Indirect et induit	37 000 \$	X	64,7 %	=	<b>23 957 \$</b>

### 8.1.9 LE TOTAL DES EMPLOIS CRÉÉS ET MAINTENUS

La somme des emplois ETP directs, indirects et induits représente le nombre total d'emplois créés ou maintenus ce qui permet d'établir le revenu d'emplois total qui représente le premier volet des retombées économiques.

### 8.1.10 LA CONTRIBUTION AU PIB

Pour établir la contribution au PIB, Nordicity réfère aux *Tableaux entrées-sorties* de Statistique Canada<sup>20</sup> où on établit le **ratio de 1,13** appliqué aux revenus de travail des emplois ETP directs

<sup>20</sup> Les *tableaux entrées-sorties* constituent les statistiques les plus complètes et les plus détaillées sur les opérations se rapportant à l'activité de production et à la consommation intermédiaire et finale de biens et services dans l'économie.

pour ainsi obtenir la contribution au PIB généré par les emplois ETP directs (voir figure 4, page 40).

Pour établir la contribution au PIB provenant des emplois ETP emplois indirects et induits, on applique le **coefficient 1,49** aux revenus de travail (rémunération globale incluant avantages sociaux, assurances, etc.) des emplois ETP indirects et induits.

Compte tenu de l'ensemble des **revenus de travail** et des **contributions au PIB**, on peut déterminer l'ensemble des **retombées économiques** générées par le projet ou l'entreprise.

Dans le cadre de la présente étude et sur la base de la méthodologie, nous avons établi les retombées économiques pour des secteurs d'activité en fonction de la filière cinématographique et télévisuelle (voir figure 1, page 10) :

- activités de production;
- activités de soutien à la production (services spécialisés);
- activités de diffusion;
- activités institutionnelles.

Notons que, par souci de confidentialité, nous ne pouvons indiquer spécifiquement les organismes, producteurs ou cinéastes ayant contribué à fournir des données.

De plus, pour les entreprises de diffusion, étant donné que nous n'avons obtenu de l'information que pour deux organisations, et que ces informations sont très partielles, nous les avons regroupées, aussi par souci du respect de la confidentialité.

## 8.2 Les résultats obtenus

Les résultats sont présentés en fonction de la Filière cinématographique et télévisuelle (figure 1, page 10) où sont précisées les activités propres à chacune des composantes du processus de production-diffusion des différents types et formats de production.

### 8.2.1 LES ACTIVITÉS DE PRODUCTION

#### A. Les retombées économiques des courts métrages

Nous avons obtenu les budgets de production de 32 courts métrages réalisés dans les dernières années dans la région par des cinéastes de la région. Ces courts métrages totalisent **482 957 \$** en coûts de production, soit une moyenne de **15 092 \$** par court métrage.

Tableau 12 : Distribution de l'échantillon des courts métrages en fonction de leur budget

BUDGET	QUANTITÉ DE COURTS MÉTRAGES
< 5 k \$	21
5 à 9 k \$	2
10 à 14 k \$	2
15 à 19 k \$	2
20 à 24 k \$	2
>25 k \$	3
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>

Projet par projet, étape par étape, nous avons établi les dépenses réellement engagées dans la région pour ces courts métrages.

Tableau 13 : Compilation des coûts de production des 32 courts métrages (échantillons)

TYPES DE DÉPENSES	BUDGET TOTAL DES COURTS	RÉPARTITION DU BUDGET (%)	BUDGET MOYEN
Frais de développement	79 672 \$	16,5%	2 490 \$
Frais de production	231 210 \$	47,9%	7 225 \$
Frais de postproduction	129 825 \$	26,9%	4 057 \$
Autres coûts	17 350 \$	3,6%	542 \$
Coûts de promotion et distribution	24 900 \$	5,1%	778 \$
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>482 957 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>15 092 \$</b>

Il convient de noter que, sur les 32 courts métrages, 20 productions ont été l'objet d'autofinancement, soit 62,5 %. Les cinéastes rencontrés ont soulevé qu'il est très fréquent qu'ils autofinancent leurs productions ce qui limite leur capacité budgétaire.

Pour établir les sommes dépensées au SLSJ, pour chacun des courts métrages analysés, nous avons déterminé le pourcentage des dépenses effectuées dans la région.

**Tableau 14 : Compilations des dépenses, par type de dépenses, des 32 courts métrages tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean (échantillons)**

TYPES DE DÉPENSES	TOTAL DES DÉPENSES EFFECTUÉES	MOYENNE DES DÉPENSES	POURCENTAGE RÉEL DES DÉPENSES EFFECTUÉES AU SLSJ
Frais de développement	70 270 \$	2 196 \$	88,2 %
Frais de production	183 350 \$	5 733 \$	79,3 %
Frais de postproduction	62 900 \$	1 966 \$	<b>48,5 %</b>
Autres coûts	7 350 \$	230 \$	42,4 %
Coûts de promotion et distribution	14 200 \$	444 \$	57,0 %
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>338 070 \$</b>	<b>10 569 \$</b>	

Le tableau 15 montre que le total des dépenses effectuées au SLSJ est de **338 070 \$** ce qui représente 70 % des coûts de production évalués à **482 957 \$** (voir tableau 13, page 45). Les frais de développement et de production représentent 75 % des dépenses d'où l'importance de renforcer les activités de postproduction, dont **48,5 %** seulement sont réalisés en région.

Pour l'ensemble de ces courts métrages, le budget moyen était de **15 092 \$** (tableau 13, page 45) dont **10 569 \$** ont été dépensés au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Tableau 15 : Retombées économiques des courts métrages

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO - BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Ratio Nordcity		50 %	1,17	0,17		1,13	1,49		0,057		
Nombre d'emplois ETP		<b>6,8</b>	<b>8,00</b>	<b>2,52</b>	<b>17,35</b>						
Total	<b>482 957 \$</b>	241 479 \$	191 538 \$	60 392 \$	<b>493 408 \$</b>	272 871 \$	375 375 \$	<b>648 246 \$</b>	27 529 \$	1 141 654 \$	2,36
% dépensés au SLSJ (hypothèse)	70 %	95 %	85 %	85 %	90 %	90 %	80 %	84 %	NA	86,7 %	
<b>DÉPENSÉS AU SLSJ (HYPOTHÈSE)</b>	<b>338 070 \$</b>	229 405 \$	162 807 \$	51 333 \$	443 545 \$	245 584 \$	300 300 \$	545 884 \$		<b>989 429 \$</b>	<b>2,05</b>

Les retombées économiques totales, pour un budget global de **482 957 \$** sont de **1 141 654 \$** dont **989 429 \$** (soit 86,7 %) pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Pour **482 957 \$** de dépenses directes, les 32 courts métrages ont généré :

- 6,8 emplois ETP directs,
- 8,0 emplois ETP indirects et,
- 2,52 emplois ETP induits,

Pour un grand total de **17,35 emplois ETP** créés ou maintenus.

Les revenus d'emplois totaux sont de **493 408 \$** dont :

- 241 479 \$ des emplois ETP directs,
- 191 538 \$ pour les emplois ETP indirects et induits,
- 60 392 \$ pour les emplois ETP induits.

La contribution au PIB globale est de **648 246 \$** dont :

- Les emplois ETP directs génèrent 272 871 \$,
- Les emplois ETP indirects et induits génèrent 375 375 \$.

En se basant sur la même méthodologie de calcul, un budget moyen de court métrage de **15 092 \$**, dont **10 565 \$** sont dépensés dans la région, génèreraient donc des retombées économiques de **30 920 \$** pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean.

**Tableau 16 : Retombées économiques moyennes d'un court métrage**

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO – BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Résultats moyens	<b>15 092 \$</b>	7 546 \$	5 986 \$	1 887 \$	15 419 \$	8 527 \$	11 730 \$	20 258 \$	860 \$	35 677 \$	
% dépensés au SLSJ (hypothèse)	70 %	95 %	85 %	85 %	90 %	90 %	80 %	84 %	NA	86,7 %	
<b>RÉSULTATS MOYENS AU SLSJ</b>	<b>10 565 \$</b>	<b>7 169 \$</b>	<b>5 088 \$</b>	<b>1 604 \$</b>	<b>13 861 \$</b>	<b>7 674 \$</b>	<b>9 384 \$</b>	<b>17 059 \$</b>		<b>30 920 \$</b>	<b>2,05</b>

Sur les 32 courts métrages, 62,5 % ont obtenu du financement.



Si l'on fait référence à la stratégie du BDTGE (pages 14 à 18 du présent rapport), il est intéressant de constater que le format « court métrage » peut, lorsque bien supporté au démarrage, représenter des budgets de production plus qu'appréciables et contribuer ainsi à la professionnalisation des équipes. De plus, afin d'assurer la maximisation des retombées économiques, il est intéressant pour la région une plus grande autonomie tant du côté des professionnels que des équipements et infrastructures, en particulier pour diminuer la dépendance au niveau de la postproduction.



## B. Les retombées économiques des longs métrages

Cinq longs métrages ont réalisés dans la région entre 2009 et 2013. Ces longs métrages totalisent **6 880 000 \$**<sup>21</sup> en coûts de production.

**Tableau 17 : Retombées économiques des cinq longs métrages tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean**

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO – BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Ratio Nordicity		50 %	1,17	0,17		1,13	1,49		0,057		
Nombre d'emplois ETP		<b>97,35</b>	<b>113,89</b>	<b>35,91</b>	<b>247,15</b>						
Total des budgets	<b>6 880 000 \$</b>	<b>3 440 000 \$</b>	<b>2 728 568 \$</b>	<b>860 315 \$</b>	<b>7 028 883 \$</b>	3 887 200 \$	5 347 436 \$	<b>9 234 636 \$</b>	392 160 \$	<b>16 263 519 \$</b>	2,36
% dépensés au SLSJ (hypothèse)	<b>46,5%</b>	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	NA	46,5%	46,5%
<b>DÉPENSÉS AU SLSJ (HYPOTHÈSE)</b>	<b>3 199 200 \$</b>	<b>1 599 600 \$</b>	<b>1 268 784 \$</b>	<b>400 047 \$</b>	<b>3 268 431 \$</b>	<b>1 807 548 \$</b>	<b>2 486 558 \$</b>	<b>4 294 106 \$</b>		<b>7 562 536 \$</b>	<b>1,10</b>

Sur la base de cinq longs métrages, en appliquant le modèle d'évaluation des retombées économiques, nous observons que les retombées économiques totales, pour un budget global de **6 880 000 \$** sont de **16 263 519 \$**, dont **7 562 536 \$** pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Pour de **6 880 000 \$** dépenses directes, les cinq longs métrages ont généré :

- 97,35 emplois ETP directs,
- 113,89 emplois ETP indirects et,
- 35,91 emplois ETP induits,

Pour un grand total de **247,15 emplois ETP** créés ou maintenus.

Les revenus d'emplois totaux sont de **7 028 883 \$** dont :

- 3 440 000 \$ des emplois ETP directs,
- 2 728 568 \$ pour les emplois ETP indirects,
- 860 315 \$ pour les emplois ETP induits.

<sup>21</sup> Hier encore, 50 k\$, 2009; Le vendeur, 2 840 k\$, 2011; Le démantèlement, 2 940 k\$ 2013; La cicatrice, 900 k\$, 2013; Les chemins de traverse, 150 k\$, 2013.

La contribution au PIB globale est de **9 234 636 \$** dont :

- Les emplois ETP directs génèrent 3 887 200 \$,
- Les emplois ETP indirects et induits génèrent 5 347 436 \$.

**Tableau 18 : Résultats moyens des retombées économiques des cinq longs métrages tournés au Saguenay–Lac-Saint-Jean**

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO – BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Résultats moyens	<b>1 376 000 \$</b>	688 000 \$	545 714 \$	172 063 \$	1 405 777 \$	777 440 \$	1 069 487 \$	1 846 927 \$	78 432 \$	3 252 704 \$	2,36
Nombre d'emplois ETP		<b>19,47</b>	<b>22,78</b>	<b>7,18</b>	<b>49,43</b>						
% dépensés au SLSJ (hypothèse)	<b>46,5%</b>	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%	46,5%		46,5 %	
<b>RÉSULTATS MOYENS AU SLSJ</b>	<b>639 840 \$</b>	<b>319 920 \$</b>	<b>253 757 \$</b>	<b>80 009 \$</b>	<b>653 686 \$</b>	<b>361 510 \$</b>	<b>497 312 \$</b>	<b>858 821 \$</b>		<b>1 512 507 \$</b>	<b>1,10</b>

Par conséquent, une production de 1,376 M\$ en moyenne se traduirait par des retombées économiques de 1,512 M\$ pour la région en faisant l'hypothèse que 46,5 % des dépenses seraient effectuées au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Chaque production entrainerait alors la création et le maintien de :

- 19,47 emplois ETP directs,
- 22,78 emplois ETP indirects,
- 7,18 emplois ETP induits

Pour un grand total de **49,43 emplois ETP** créés ou maintenus.

Ces données renforcent l'importance d'accroître les retombées en matière de postproduction qui, pour l'instant, sont pour ainsi dire nulles.



**Les retombées économiques des longs métrages dans la région seraient de 1,10 \$ pour chaque dollar investi.**

### C. Le total des activités de production

À la lecture des résultats, l'effet de levier des longs métrages pour la région (1,10) est moindre que celui des courts métrages (2,05). Les données contribuent donc à illustrer le besoin de professionnaliser le milieu, tant au niveau de ses intervenants qu'au niveau de ses infrastructures de soutien en matières de services spécialisés. De plus, les longs métrages sont ponctuels et ne permettent pas, pour le moment, de maintenir des emplois.

### 8.2.2 LES ACTIVITÉS DE SOUTIEN À LA PRODUCTION (SERVICES SPÉCIALISÉS)

Nous avons obtenu les budgets de fonctionnement de sept organisations de la région dans le secteur du soutien au cinéma pour lesquels nous avons fait le même exercice.

Ces organismes sont principalement La bande Sonimage, Jim & Jane Productions, BCS et les quatre centres d'artistes (Bang, Centre Sagamie, Langage Plus, Le Lobe).

Tableau 19 : Retombées économiques des sept organismes de soutien

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO - BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Ratio Nordcity			1,17	0,17		1,13	1,49		0,057		
Nombre d'ETP		18,02	21,08	6,65	45,75						
Total des budgets des 7 organismes	1 612 279 \$	695 817 \$	505 109 \$	159 260 \$	1 360 186 \$	786 253 \$	989 869 \$	1 776 122 \$	91 900 \$	3 136 308 \$	1,95
Nombre d'ETP au SLSJ		18,02	17,64	5,58	42,11						
% masse salariale pondérée au SLSJ	91 %	100 %	84 %	84 %	92 %	100 %	92 %	95 %		94 %	
<b>TOTAL DES BUDGETS DÉPENSÉS AU SLSJ (HYPOTHÈSE)</b>	<b>1 466 996 \$</b>	695 817 \$	422 503 \$	133 568 \$	1 251 889 \$	786 253 \$	906 647 \$	1 692 900 \$		<b>2 944 789 \$</b>	<b>1,83</b>

L'ensemble de leurs budgets s'élève à **1 612 279 \$** dont 91 % sont dépensés dans la région, soit **1 466 996 \$**.

Les retombées économiques totales, pour les sept organisations de soutien, sont de **3 136 308 \$** dont **2 944 789 \$** au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Pour de **1 612 279** dépenses directes, les cinq longs métrages ont généré :

- 18,02 emplois ETP directs,
- 21,08 emplois ETP indirects et,
- 6,65 emplois ETP induits,

Pour un grand total de **45,75 emplois ETP** créés ou maintenus, dont **42,11** sont au Saguenay–Lac-Saint-Jean seulement.

Les revenus d'emplois totaux sont de **1 360 186 \$** dont :

- 695 817 \$ des emplois ETP directs,
- 515 109 \$ pour les emplois ETP indirects,
- 159 260 \$ pour les emplois ETP induits.

La contribution au PIB globale est de **1 776 122 \$** dont :

- Les emplois ETP directs génèrent 786 253 \$,
- Les emplois ETP indirects et induits génèrent 989 869 \$.



Les retombées économiques des sept organismes de soutien dans la région seraient de **1,83 \$** pour chaque dollar investi.

### 8.2.3 LES ACTIVITÉS DE DIFFUSION

Nous avons traité Caravane Films comme étant diffuseur de par sa contribution directe à la dernière étape du processus de production-distribution. Également, nous avons pris en compte deux télédiffuseurs : MATv et Télé-Québec.

Dans le but de préserver la confidentialité des données obtenues, nous présentons globalement les retombées économiques sachant que le total demeure inchangé pour le groupe des trois organismes.

Tableau 20 : Sommaire des retombées économiques des diffuseurs

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO - BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Ratio Nordcity			1,17	0,17		1,13	1,49		0,057		
Nombre d'ETP		<b>24,38</b>	<b>49,10</b>	<b>8,64</b>	<b>82,13</b>						
<b>Total des budgets des diffuseurs</b>	<b>2 397 808 \$</b>	1 046 245 \$	1 176 376 \$	207 047 \$	<b>2 429 668 \$</b>	1 182 248 \$	2 061 283 \$	<b>3 243 531 \$</b>	136 675 \$	<b>5 760 464 \$</b>	2,40
Nombre d'ETP au SLSJ		22,46	42,33	7,19	<b>72,68</b>						
% masse salariale pondérée au SLSJ	82 %	92 %	86 %	83 %	88 %	92 %	86 %	88 %		87 %	
<b>TOTAL DES BUDGETS DÉPENSÉS AU SLSJ (HYPOTHÈSE)</b>	<b>1 975 992 \$</b>	<b>963 859 \$</b>	<b>1 014 120</b>	<b>172 274 \$</b>	<b>2 150 253 \$</b>	<b>1 089 153 \$</b>	<b>1 767 714 \$</b>	<b>2 856 867 \$</b>		<b>5 007 120 \$</b>	<b>2,09</b>

Le budget global des organismes s'élève à **2 397 808 \$** dont 82 % sont dépensés dans la région, soit **1 975 992 \$**.

Les retombées économiques totales, sont de **5 760 464 \$**, dont **5 007 120 \$** (87 %) au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Pour de **2 397 808 \$** dépenses directes, les cinq longs métrages ont généré :

- 24,38 emplois ETP directs,
- 49,10 emplois ETP indirects et,
- 8,64 emplois ETP induits,

Pour un grand total de **82,13 emplois ETP** créés ou maintenus, dont **72,68** au Saguenay–Lac-Saint-Jean seulement.

Les revenus d'emplois totaux sont de **2 429 668 \$** dont :

- 1 046 245 \$ des emplois ETP directs,
- 1 176 376 \$ pour les emplois ETP indirects,
- 207 047 \$ pour les emplois ETP induits.

La contribution au PIB globale est de **3 243 531 \$** dont :

- Les emplois ETP directs génèrent 1 182 248 \$,
- Les emplois ETP indirects et induits génèrent 2 061 283 \$.



**Les retombées économiques des diffuseurs dans la région seraient de 2,09 \$ pour chaque dollar investi.**

## 8.2.4 LES ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES (ENSEIGNEMENT)

Nos informations concernent plus spécifiquement le programme de BIA<sup>22</sup> (UQAC), le département d'ATM<sup>23</sup> (Cégep de Jonquière) et le programme ATI<sup>24</sup> (Cégep d'Alma).

Ces établissements regroupent plus de 45 professeurs, chargés de cours, techniciens, appariteurs et membres du personnel de soutien.

Tableau 21 : Sommaire des retombées économiques des maisons d'enseignement

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO - BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Ratio Nordcity			1,17	0,17		1,13	1,49		0,057		
Nombre d'ETP		33,75	80,82	11,74	126,31						
Total des budgets des maisons d'enseignements	1 834 900 \$	1 654 900 \$	1 936 233 \$	281 333 \$	3 872 466 \$	1 870 037 \$	3 304 173 \$	5 174 210 \$	104 589 \$	9 151 266 \$	4,99
Nombre d'ETP au SLSJ		33,75	72,74	10,57	119,08						
% masse salariale au SLSJ	100 %	100 %	90 %	90 %	94 %	96 %	96 %	96 %		92,8 %	
<b>TOTAL DES BUDGETS DÉPENSÉS AU SLSJ (HYPOTHÈSE)</b>	<b>1 834 900 \$</b>	<b>1 654 900 \$</b>	<b>1 742 610 \$</b>	<b>253 200 \$</b>	<b>3 650 709 \$</b>	<b>1 870 037 \$</b>	<b>2 973 756 \$</b>	<b>4 843 793 \$</b>		<b>8 494 502 \$</b>	<b>4,63</b>
Moyenne régionales des salaires		49 034 \$	23 957 \$	23 957 \$	30 657 \$						

<sup>22</sup> Baccalauréat interdisciplinaire en arts (BIA).

<sup>23</sup> Art et technologie des médias.

<sup>24</sup> Arts et technologies informatisées.

En matière de productions cinématographiques et télévisuelles et arts numériques, les trois établissements totalisent :

- 33,75 emplois ETP directs (emplois dédiés au cinéma).
- 80,82 emplois ETP indirects;
- 11,74 emplois ETP induits;

Pour un grand total **126,31 emplois ETP** créés ou maintenus, dont **119,08** au Saguenay–Lac-Saint-Jean seulement.

Les revenus d’emplois totaux sont de **3 872 466 \$** dont :

- 1 654 900 \$ des emplois ETP directs,
- 1 936 233 \$ pour les emplois ETP indirects,
- 281 333 \$ pour les emplois ETP induits.

La contribution au PIB globale est de **5 174 210 \$** dont :

- Les emplois ETP directs génèrent 1 870 037 \$,
- Les emplois ETP indirects et induits génèrent 3 304 173 \$.

Le coefficient multiplicateur est beaucoup plus élevé avec les maisons d’enseignement en raison, principalement, du salaire annuel moyen qui est de 49 034 \$ comparé au salaire moyen de 35 338 \$ tel qu’établi, soit un écart de 39 %.



**Les retombées économiques des activités institutionnelles dans la région seraient de 4,63 \$ pour chaque dollar investi.**



## 8.2.5 LE SOMMAIRE DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Rappelons que les retombées économiques sont évaluées à partir des revenus d'emplois et des contributions au PIB selon les organisations qui nous ont fourni de l'information. Donc, le sommaire des retombées économiques ne globalise pas l'ensemble du secteur de l'industrie, mais il donne une bonne indication de l'importance de l'industrie dans la région.

Nous constatons tout d'abord que les ratios pour calculer **les retombées économiques régionales** diffèrent selon le secteur de l'industrie :

- les courts métrages : 2,05 (tableau 15);
- les longs métrages : 1,10 (tableau 17);
- les organismes de soutien : 1,83 (tableau 19);
- les organismes de diffusion : 2,09 (tableau 20);
- les organismes d'enseignement : 4,63 (tableau 21)

Selon le tableau récapitulatif ci-dessous, les dépenses directes réalisées dans la région avec les données disponibles sont de 8,8 M\$ pour des retombées économiques totalisant 24,9 M\$.

**Tableau 22 : Sommaire des retombées économiques pour le SLSJ (selon les données disponibles)**

	DÉPENSES DIRECTES	REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO - BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total	Par ETP directs	Par ETP indirects et induits	Total		
Courts métrages (32)	338 070 \$	229 405 \$	162 807 \$	51 333 \$	443 545 \$	245 584 \$	300 300 \$	545 884 \$	989 429 \$	2,05
Longs métrages (5)	3 199 200 \$	1 599 600 \$	1 268 784 \$	400 047 \$	3 268 431 \$	1 807 548 \$	2 486 558 \$	4 294 106 \$	7 562 536 \$	1,10
Sept organismes de soutien	1 466 996 \$	695 817 \$	422 503 \$	133 568 \$	1 251 889 \$	786 253 \$	906 647 \$	1 692 900 \$	2 944 789 \$	1,83
Diffuseurs	1 975 992 \$	963 859 \$	1 014 120 \$	172 274 \$	2 150 253 \$	1 089 153 \$	1 767 714 \$	2 856 867 \$	5 007 120 \$	2,09
Activités institutionnelles (enseignement)	1 834 900 \$	1 654 900 \$	1 742 610 \$	253 200 \$	3 650 709 \$	1 870 037 \$	2 973 756 \$	4 843 793 \$	8 494 502 \$	4,63
<b>TOTAL</b>	<b>8 815 158 \$</b>	<b>5 143 581 \$</b>	<b>4 610 824 \$</b>	<b>1 010 422 \$</b>	<b>10 764 827 \$</b>	<b>5 798 575 \$</b>	<b>8 434 975 \$</b>	<b>14 233 550 \$</b>	<b>24 998 376 \$</b>	

Le nombre d'emplois ETP total estimé selon les informations fournies est de 316,60.

Tableau 23 : Retombées économiques totales pour le SLSJ de 2009 à 2014 (selon les données obtenues)

ACTIVITÉS	DÉPENSES DIRECTES	TOTAL RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	RATIO DÉPENSES DIRECTES VS RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	NB D'EMPLOIS DIRECTS (ETP)	NB D'EMPLOIS TOTAUX DIRECTS, INDIRECTS ET INDUITS) (ETP)
TOTAL	8 815 158 \$	24 998 376 \$	1,89	124,7	316,60

Note :

- Le ratio dépenses directes Vs retombées économiques est calculé à partir des dépenses directes globales, que ces dépenses soient réalisées dans la région ou à l'extérieur.
- Le nombre d'emplois directs est calculé selon la méthode de Nordicity, soit en divisant les dépenses directes par deux et en multipliant par le salaire moyen de 35 338\$.

En considérant le poids relatif de chaque secteur (production, soutien, diffusion et enseignement), selon les données disponibles, nous évaluons donc que :





---

PROJECTION  
DES RÉPERCUSSIONS

---

## 9 L'évaluation de l'impact économique pour la région du Saguenay–Lac-Saint Jean

### 9.1 Le plan d'action concerté

Le milieu a réalisé un plan d'action concerté, s'échelonnant sur une période de cinq années, pour l'industrie du cinéma et des arts numériques en région. À la lecture des données recensées, nous pouvons faire ressortir les objectifs qui nous apparaissent les plus pertinents et faire quelques recommandations sur les actions à poser.

#### 1.3 - Développer des incitatifs

L'incitatif le plus important repose sur la capacité de l'industrie régionale à se concerter en vue d'offrir un soutien financier significatif au développement de production cinématographique et télévisuelle. Si on veut avoir des retombées significatives et assurer des retombées économiques appréciables et contribuer à la professionnalisation du secteur, un soutien financier de 10 000 \$ \$ pour la production de court métrage devrait être considéré pour avoir de l'impact. Si on se réfère au BGTDE, la moyenne d'aide au démarrage pour la réalisation de court métrage est de 19 000 \$.

1. Centraliser l'administration de toutes les sommes de soutien financier pour éviter le saupoudrage et l'éparpillement des subventions.
2. Constituer un lieu d'attribution des subventions assurant une représentation minimale des pairs.
3. Assurer le maximum de retombées régionales en stipulant dans les programmes d'aide que toutes les étapes du processus doivent se réaliser régionalement à moins d'entente autorisant le traitement à l'extérieur.

#### 1.4 - Créer des occasions de rencontre et établir des partenariats

Constituer une table de concertation des organismes de soutien directement impliqués dans le processus de production (préproduction, production et postproduction) afin de s'assurer de l'utilisation optimale des ressources et éviter la duplication des services. Cette concertation permet de renforcer les échanges et donc les partenariats.

Un organisme devrait être la porte d'entrée des demandes, un peu comme un guichet unique et assurer la coordination des services.

1. Définir les services de soutien professionnel et technique que chacun des partenaires est apte à offrir et convenir des modalités afférentes au recours à de tels services.
2. Identifier un organisme chargé de la coordination de tels services : prend les demandes, coordonne, fait les suivis.

### 2.1 - Stimuler l'émergence de nouveaux projets

Nous suggérons de constituer un comité consultatif pour faciliter l'émergence de projets de qualité en vue de leur soumission éventuelle pour obtenir du financement.

1. Recevoir les avant-projets et identifier les projets porteurs.
2. Soutenir les créateurs dans leur démarche conduisant à la demande d'aide au démarrage.
3. Assigner un coach au créateur bénéficiant de l'aide au démarrage.

### 2.2 - Développer les compétences et favoriser l'innovation

Convenir d'entente avec les associations et syndicats professionnels, pour faciliter l'accès de nos artisans et techniciens à une reconnaissance professionnelle.

Mettre sur pied une maison de production apte à produire des productions d'importance et comptant sur un producteur car il n'y a pas de producteur reconnu en région. Cet élément est revenu à de multiples reprises lors de nos entrevues.

### 3.3 - Développer le parc d'équipements spécialisés / soutien technique

Convenir d'entente de collaboration entre les partenaires dotés d'équipements permettant de constituer le parc d'équipements en complémentarité des équipements déjà disponibles. Faire un inventaire des équipements disponibles et le partager, ceci permettrait d'établir un plan d'investissement concerté. L'organisme porte d'entrée des demandes (objectifs 1.4) devrait avoir cette liste à jour.

### 3.4.1 - Développer la professionnalisation régionale par des formations de perfectionnement, de stages et la mise en place d'un service d'expert conseil

Dans le cadre des ententes convenues avec les associations et syndicats professionnels, assurer le coaching et le mentorat appropriés pour que les permissionnaires ou stagiaires acquièrent progressivement leur reconnaissance professionnelle. Les techniciens et professionnels de la région doivent obtenir une reconnaissance professionnelle leur permettant d'avoir accès à des productions accréditées. Cette reconnaissance permet de pouvoir être rémunéré selon les conventions de la profession, ce qui aurait un impact positif sur les retombées économiques.

## 9.2 La projection des retombées économiques pour les prochaines années

Les projections sont basées sur la réalisation du plan d'action et en considérant qu'un effort significatif serait apporté afin de soutenir les projets de courts métrages dès l'étape du développement.

Notre étude nous amène à conclure que, pour capitaliser sur ce format de production cinématographique, il importe de le soutenir financièrement et de façon significative, et ce, pour un certain nombre de projets annuels.

Ainsi, chaque projet retenu à des fins de financement devrait obtenir une aide au démarrage de l'ordre de 10 000 \$. En faisant l'hypothèse qu'un budget annuel de 100 000 \$ serait consacré à la production de courts métrages, nous pourrions escompter obtenir 10 productions sur un horizon de trois à cinq ans, considérant qu'un projet peut prendre plusieurs années avant de se réaliser.

Sur la base des résultats obtenus au BDTGE, on constate que quatre courts métrages complétés représentent des dépenses directes de 529 478 \$ dont les devis de développement ont nécessité des déboursés de 57 505 \$ subventionnés à la hauteur de 39 484 \$ (tableau 4 de la page 16).

Chaque court métrage représente donc en moyenne des dépenses de 132 370 \$, des devis de développement de 14 376\$ et une subvention de 9 871 \$.

Sur le même principe, une subvention de 10 000 \$ devrait permettre au cinéaste de compléter un devis de développement de l'ordre de 15 000 \$ et de réaliser une production de l'ordre de 140 000 \$.

Donc, 10 productions entraîneraient des dépenses directes de **1,4 M\$** et des retombées économiques régionales de **2,8 M\$** (un ratio de 2,01 par rapport aux dépenses directes).

**Tableau 24 : Projection des retombées économiques de 10 courts métrages**

	DÉPENSES DIRECTES	EMPLOIS ET REVENUS D'EMPLOIS				CONTRIBUTION AU PIB			REVENUS FISCAUX NETS – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	TOTAL DES RETOMBÉES	RATIO – BUDGET ET RETOMBÉES TOTALES
		Directs	Indirects	Induits	Total revenus et emplois maintenus ou créés	Par emplois ETP directs	Par emplois ETP indirects et induits	Total			
Ratio Nordicity		50 %	1,17	0,17		1,13	1,49		0,057		
Nombre d'emplois ETP		<b>19,8</b>	<b>23,18</b>	<b>7,31</b>	<b>50,29</b>						
Total	<b>1 400 000 \$</b>	700 000 \$	555 232 \$	175 064 \$	1 430 296 \$	791 000 \$	1 088 141 \$	1 879 141 \$	79 800 \$	<b>3 309 437 \$</b>	2,36
% dépensés au SLSJ (hypothèse)	85 %	85 %	85 %	85 %	85 %	85 %	85 %	85 %		85 %	
<b>DÉPENSÉS AU SLSJ (HYPOTHÈSE)</b>	<b>1 190 000 \$</b>	<b>595 000 \$</b>	<b>471 947 \$</b>	<b>148 805 \$</b>	<b>1 215 752 \$</b>	<b>672 350 \$</b>	<b>924 920 \$</b>	<b>1 597 270 \$</b>		<b>2 813 021 \$</b>	<b>2,01</b>

Ainsi, les productions de courts métrages à elles seules génèreraient les retombées économiques suivantes :

- 19,8 emplois ETP directs,
- 23,18 emplois ETP indirects,
- 7,31 emplois ETP induits.

Pour un total de **50,29 emplois ETP** créés ou maintenus.

Concernant les retombées économiques annuelles, celles-ci s'élèveraient alors à plus de **3,3 M\$**. Sur le même principe, si 85 % de ce montant restait dans la région cela représenterait des retombées économiques de **2,8 M\$**.

- En revenus d'emplois : 1 215 752 \$
- En contributions au PIB : 1 597 270 \$



Afin d'obtenir un maximum de retombées économiques dans la région, la hauteur du financement pourrait être liée à la proportion des dépenses qui seraient réalisées dans la région; en tenant compte, bien sûr de la capacité à réaliser ces dépenses régionalement.

Par exemple, si :

- 100 % des dépenses se réalisent dans la région, le producteur pourrait obtenir 100 % de la subvention;
- 75 % des dépenses se réalisent dans la région, mais que pour les 25 % qui se réalisent à l'extérieur, 50 % n'auraient pas pu de toute façon se réaliser dans la région, le montant maximum de subvention serait de 8 750 \$.

Avec les années, la coordination des ressources, des équipements et la professionnalisation de la main-d'œuvre ne pourront que contribuer à l'augmentation des retombées régionales.

En prenant l'hypothèse que 85 % des dépenses directes se réalisent dans la région,



Le ratio des retombées économiques étant directement lié à la capacité de dépenser dans la région, s'assurer de mettre en place une structure permettant de soutenir la réalisation des courts métrages est donc une priorité.

## 10 Conclusion

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean possède une industrie du cinéma active et qui semble de plus en plus s'épanouir grâce à la complicité et la convergence de l'ensemble des acteurs du milieu. Au regard des résultats de l'étude, nous remarquons que la région se distingue par son expertise dans le court métrage et les arts numériques et démontre, malgré les difficultés, sa capacité à générer une valeur économique probante.

Cependant, pour permettre à cette industrie de prendre son essor, il est indispensable de consolider la production des courts métrages et de développer les activités de postproduction, sinon nous risquons de voir le milieu s'essouffler.

Le facteur le plus important pour augmenter les retombées économiques de ce secteur d'activité est le revenu d'emplois. Encore aujourd'hui, trop de courts métrages sont réalisés « sur le bras » ou à des salaires souvent non conventionnés. Cette forme de bénévolat, de don de soi par amour du métier, risque à terme de décourager nos talents qui se chercheront des métiers plus stables ou partiront vers les grands centres.

De plus, une augmentation des revenus d'emplois favoriserait non seulement la rétention mais aussi l'attraction de ressources dans la région, car celle-ci rassemble presque tous les éléments permettant d'offrir un environnement professionnel de qualité (nombre d'emplois, équipements, synergies).

Il faut soutenir les productions dès leur démarrage afin que ce financement serve de levier pour aller chercher d'autres sources de financement, qu'elles soient privées ou publiques. En augmentant le volume de productions et la valeur de ces productions, nous aurons de l'impact sur toute la filière ce qui permettra, à terme, d'augmenter la reconnaissance des acquis des cinéastes et artisans, stimulera le développement d'activités de postproduction et donnera des arguments pour attirer des productions de plus grande envergure.

La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean compte un nombre significatif d'emplois dans le milieu du cinéma, des productions télévisuelles et de l'art numérique avec des compétences spécifiques dans toute la filière. Il est nécessaire de reconnaître cette filière, d'adresser ses défis et de mettre en place les leviers permettant de consolider les emplois et de continuer à développer l'expertise.



---

**BIBLIOGRAPHIE**

---

- ALLAIRE, Benoit, Claude FORTIER et collab. *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, édition 2014, L'exploitation cinématographique*, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, juin 2014, 57 pages.
- ALLAIRE, Benoit, Claude FORTIER et collab. *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, édition 2013, tome 2, Production, financement, diffusion et patrimoine cinématographique*, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, décembre 2013, 97 pages.
- ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PRODUCTION MÉDIATIQUE. *Profil 2011, Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada*, 15<sup>e</sup> édition, s.l., s.d., 99 pages.
- ATOUT FRANCE et collab. *Étude des retombées économiques et touristiques des tournages audiovisuels et cinématographiques en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Synthèse, s.l., avril 2011, 6 pages.*
- BACHAND, E. *Topo – Un avenir pour l'industrie cinématographique dans le Nord?*, Sudbury, Ontario, s.d., 11 pages.
- BUREAU DU CINÉMA DE SAGUENAY. *Industrie du cinéma – Nord de l'Ontario, Résumé des informations pour préparation de la tournée de familiarisation 2014*, s.l., s.d., 5 pages.
- BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC, MONTRÉAL. *5 ans*, s.l., s.d., 20 pages.
- BUREAU DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION DU QUÉBEC, MONTRÉAL. *Bilan d'activités 2013-2014*, 20 pages.
- CHABOT, Claudia et Caroline GAGNON. *Projet de plan d'établissement d'un bureau du cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean, Rapport de l'année 2013*, La bande Sonimage, s.l., 10 janvier 2014, 50 pages.
- CHABOT, Claudia, Caroline GAGNON et Alain CORNEAU. *Projet de plan d'établissement d'un bureau du cinéma au Saguenay–Lac-Saint-Jean, Rapport de l'année 2012*, La bande Sonimage, s.l., 8 février 2013, 14 pages.
- CITY OF GREATER SUDBURY, GROWTH AND DEVELOPMENT DEPARTMENT. *A greater place to film*, Sudbury, s.d., Ontario, 11 pages.
- CITY OF NORTH BAY, ECONOMIC DEVELOPMENT, FILM & TELEVISION DIVISION. *Filming in north bay*, Ontario, s.l., s.d., 16 pages.
- DUBÉ, Gaëtane, et Marie-Hélène PROVENÇAL. *Les dépenses en culture de l'administration publique québécoise depuis 1985*, Optique culture, n° 38, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, février 2015, 16 pages.

E&B DATA. *Une filière d'envergure, La production audiovisuelle et les industries connexes dans la région de Montréal et au Québec*, s.l., mars 2004, 29 pages.

EMPLOI-QUÉBEC. *Guide des salaires selon les professions au Québec*, édition 2014, 47 pages.

FILMS DU QUÉBEC. [http://www.allocine.fr/film/fichefilm\\_gen\\_cfilm=188549.html](http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=188549.html), *Le vendeur*, 11 février 2015.

FILMS DU QUÉBEC. <http://www.filmsquebec.com/bilan-cinema-quebecois-2014/>, *Bilan cinéma québécois 2014*, 11 février 2015.

FILMS DU QUÉBEC. <http://www.filmsquebec.com/bilan-cinema-quebecois-2013/>, *Bilan cinéma québécois 2013 : un grand cru*, 11 février 2015.

FILMS DU QUÉBEC. <http://www.filmsquebec.com/box-office-des-films-quebecois-de-2009/>, *Le bonheur de Pierre*, 11 février 2015.

FILMS DU QUÉBEC. <http://www.filmsquebec.com/entrees-en-salles-2011-films-quebecois/>, *Le vendeur*, 11 février 2015.

FILMS DU QUÉBEC. <http://www.lelacstjean.com/Culture/2012-09-17/article-3076841/Tournage-du-film-Le-Demantelement%3A-Hebertville-sous-les-projecteurs!/1>, *Le démantèlement*, 11 février 2015.

FORTIER, Claude. *Portrait économique des entreprises de métiers d'art au Québec, 2004 et 2005*, Statistiques en bref, n° 50, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, juin 2009, 12 pages.

GORHAM, Maya. *L'industrie de la production cinématographique prend de l'essor dans le Nord-Est, Nouvelles*, Ministère du Développement du Nord et des Mines, Ontario, 26 avril 2103, 2 pages.

GRUPE PERFORMANCE STRATÉGIQUE INC. *Étude de caractérisation de provenance de la clientèle et calcul de l'achalandage de l'édition 2012 du Festival REGARD sur le court métrage au Saguenay*, avril 2015, 24 pages.

LA BANDE SONIMAGE. *Entente régionale en cinéma court et créativité numérique*, s.l., 19 février 2015, 9 pages.

MARCEAU, Sylvie. *État des lieux du cinéma et de la télévision au Québec*, Cahier 1 – Flux financiers et organisation industrielle, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, février 2014, 109 pages.

- MARCEAU, Sylvie. *Profil de l'industrie québécoise des services techniques aux producteurs de films, d'émissions de télévision et de publicité*, Statistiques en bref, n° 64, Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, Québec, juillet 2010, 20 pages.
- METROLANDMEDIA. *thespec.com, How Hamilton's film industry is shifting focus*, s.d., s.l. 3 pages.
- MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE. *Survol, Bulletin de la recherche et de la statistique*, n° 20, mars 2012, Québec, 8 pages.
- NORDICITY. *The Economic Contribution of the Film and Television Sector in Canada*, s.l., July 2013, 104 pages.
- ONTARIO. <http://news.ontario.ca/mndmf/fr/2013/04/lindustrie-de-la-production-cinematographique-prend-de-lessor-dans-le-nord-est.html>, *L'industrie de la production cinématographique prend de l'essor dans le Nord-Est*, Bulletin, 11 février 2015, 4 pages.
- SODEC (SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES). *De l'œuvre à son public, Rapport du Groupe de travail sur les enjeux du cinéma* Montréal, 15 novembre 2013, 92 pages.
- SODEC (SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES). *Plan stratégique 2013-2016*, Montréal, s.d., 24 pages.
- SODEC (SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES). *Programme d'aide à la production, Cinéma et production télévisuelle, 2014-2015*, s.l., s.d. page 12.
- SODEC (SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES). *Répartition régionale des interventions de la SODEC 2012/2013, Régions éloignées*, s.l., s.d., 18 pages.



---

ANNEXE –  
PERSONNES CONSULTÉES

---

## Liste des personnes consultées

- Ken Allaire, Artisan du cinéma
- Jean Philippe Archibald, Artisan du cinéma
- Éric Bachand, Artisan du cinéma
- Luc-Michel Belley, Ville de Saguenay
- Philippe Belley, Les Films de la Baie
- Catherine Benoît, Spira
- Kathy Boucher, Le Lobe
- Pierre Bourgie, Artisan du cinéma
- Étienne Boulanger, ATI, Cégep d'Alma
- Claudia Chabot, La bande Sonimage, Artisan du cinéma
- Jean Chateauvert, professeur au département des arts et des lettres, responsable de secteur cinéma
- Geneviève Doré, Bureau du développement touristique et des grands événements de la Ville de Québec
- Claude Fortier, Institut de la statistique du Québec
- Caroline Fortin, Ville de Saguenay
- Jocelyne Fortin, Langage Plus
- Pierre-Olivier Fortin, Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
- Jonathan Gagné, Artisan du cinéma
- Mariane Gagné, ATM, Cégep de Jonquière
- Philippe-David Gagné, Artisan du cinéma
- Stéphanie Gagné, Jim & Jane Productions
- Caroline Gagnon, La bande Sonimage
- Henri Gagnon, Polka
- Ian Gailer, Caravane Films
- Andrée Gendron, Bureau du cinéma et de la télévision du Québec
- France Guay, MATv



- Sébastien Harvey, Artisan du cinéma
- Noémie Payant-Hébert, Artisan du cinéma
- Michaël La Chance, Université du Québec à Chicoutimi
- Jimmy Larouche, Artisan du cinéma
- Mélanie Lasnier, ONF
- Caroline Leclerc, BCS
- Nicolas Lévesque, Artisan du cinéma
- Isabelle l'Italien, CQAM
- Claude Martel, Conseil des Arts de Saguenay
- Patrick Moisan, Bang et Zone Occupée
- Marie-Josée Pilon, Bureau du cinéma et de la télévision des Laurentides
- Sébastien Pilote, Artisan du cinéma
- Samuel Pinel-Roy, Artisan du cinéma
- Nicolas Pitre, Centre Sagamie
- Jocelyn Robert, Télé-Québec
- Jean-Marc E. Roy, Artisan du cinéma
- Alexandre Ruffin, Artisan du cinéma
- Bogdan Stéfan, Artisan du cinéma
- Ruth Vandal, Promotion Saguenay